# L'unité

N° 1–2F50 Hebdomadaire socialiste 28 janvier 1972




# POMPIDOU L'AFRICAIN

François Mitterrand / Willy Brandt
Motus sur le Bengale / La rue reconquise / Alabama - sur - Seine

# Sommaire


3
Diplomatie : Pompidou l'Africain

4
Le chef des « rebelles » parle

5
Institutions : Le Président perdu, par François Mitterrand

6
A contre-pied

8
Editorial : Un climat plus serein

9
Emploi : Accusé chômeur, levez-vous

10
Syndicalisme : Les contrats dans le tunnel
Débat : « Une grande intuition »

11
Est-Ouest : La paix à notre époque, par Willy Brandt

12
Asie : Motus sur le Bengale
Grèce : Les amis de Pompidou et Dassault

13
Faits divers : Alabama-sur-Seine

14
Service civique : Bidasse au féminin

15
Humeur : La pollution dans la tête, par Henri-François Rey

16
Lettres : Sulzberger dans le tourbillon

17
Le livre de la semaine : Policier et citoyen

18
Télévision : Lesgêneurs à la trappe
La culture attendra

19
Cinéma : Les nocturnes de Bresson

20
Transports : La rue reconquise

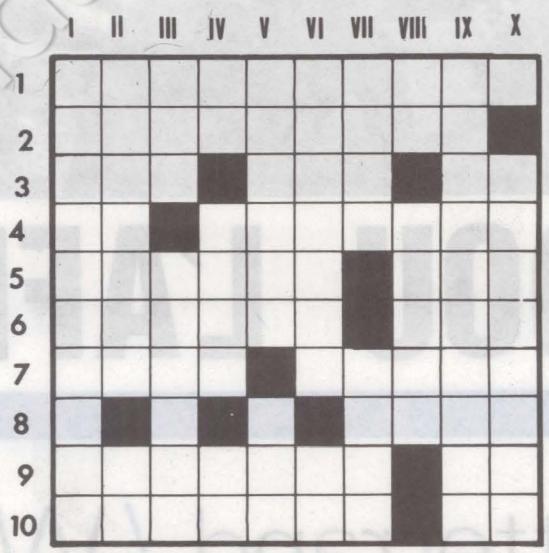
23
Gaston Defferre et l'exemple marseillais

24
Bande à part


# Mots croisés

**HORIZONTALEMENT :** 1. Derrière un air badin, elle a un penchant à nuire. — 2. Feront certainement sauter des têtes. — 3. Repaire de brigands. Poil aux yeux ! En République, pas vrai ? — 4. Le même, en abrégé. Et gagneras ? — 5. Lutte non homologuée pour les Jeux olympiques. Une émission désordonnée dont Guy Lux n'est pas responsable. — 6. A force, elle va craquer. Non, il ne s'agit pas de Michel Debré ! — 7. Dans l'Orne. Nécessaire à une formation politique, même de droite. — 8. Refroidit des pieds à la tête. — 9. Les rangs de l'U.d.r. auraient pu l'être plus tôt. Sigle maoïste. — 10. Qui n'ont rien à voir avec Maurice Couve de Murville. Fin de l'année.

**VERTICALEMENT :** 1. Si vous voulez la chienlit, n'hésitez pas, il faut le faire ; faites-le aussi, si vous ne voulez pas que ça change. — 2. Maladie courante que l'on peut diagnostiquer dans les discours ministériels. C'est écrit dans le ciel ! — 3. Quand Georges Pompidou cherchera son poulain, il n'aura pas besoin de lui. On peut y trouver un secrétaire. — 4. Fin de mois, pas trop difficile. Echéance en 1973. Ne vient pas d'un auxiliaire de police. — 5. Patronne de Marcellin. Là, les postiers n'étaient pas dans le coup. — 6. Comme les formations de la majorité, elles sont hautes en couleurs. Inutile de vous cacher qu'elles sont aux limites de l'entrisme. — 7. Il brasse de l'air, mais ce n'est pas J.-J. S.-S. Nous fait connaître la vie en rouge. — 8. Rien à voir avec l'autre. Pour certains, les scandales en sont un ; pour d'autres c'était avant ! — 9. Un peu rouillé, celui de la participation. — 10. Allons, reconnaissez-le, Jacques Chaban-Delmas l'est pour... André Rives-Henrÿs, ou bien c'est l'inverse.




M. ROGER


Rédaction : 5 rue Viollet-le-Duc
(Paris 9e)
Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris 10e)
Tél. : 208.23.50

**Directeur général :** Pierre Mauroy
**Directeur de la rédaction :** Claude Estier

**REDACTION**
Serge Richard (rédacteur en chef) Claude Fuzier, Guy Perrimond, Jean-Marie Borzeix, Nicolas Brimo, Michèle Backmann, Robert Butheau, Gisèle Charzat, Henri-P. Marc, Daniel Mitrani, Gilberte Muller, Christiane Peyre, Pierre Thibault, Claude Vintroux, Antoine Violet.

**SECRETARIAT DE REDACTION**
Nicole Chaillot

**AVEC LA COLLABORATION DE**
Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Yves Durrieu, Roger Fajardie, François Fonvieille-Alquier, Georges Fillioud, Claude Gault, Pierre Joxe, Pierre Lavau, Henri-François Rey, Dominique Taddeï.

**ADMINISTRATION**
**Conseiller technique :** François de Grossouvre
**Relations extérieures :** J.A. Niel
**Publicité :** J.C. Charlet
**Directeur de publication :** Michel Lecornet.

# Pompidou l'Africain

Il a de bien curieuses fréquentations, Georges Pompidou. A Peine a-t-il remis dans l'avion le Premier ministre de Turquie, pressé d'aller lâcher ses militaires dans une colossale opération de répression, qu'il envoie un de ses ministres chez les colonels grecs **(voir en page 12),** un autre — André Bettancourt — chez Franco et qu'il prépare de grandes manœuvres avec l'armée du Caudillo.

Rien de scandaleux, en soi, à ce que la France ait une politique méditerranéenne. Mais pas sur la base d'une alliance militaire avec de tels régimes et au prix de la renonciation à des principes essentiels.

Rien de scandaleux en soi, non plus, à voir la France se tourner vers l'Afrique et, à travers elle, vers le Tiers-Monde. A condition que ce soit pour organiser le développement sur la base de l'égalité entre partenaires et de la décolonisation économique, comme le propose le projet du programme du Parti socialiste. Et non pour y instituer « des chasses gardées au profit des grandes sociétés, maintenant des potentats autoritaires à leur solde, au besoin par la force, comme au Tchad ».

Or, c'est au Tchad que le président de la République française vient d'aller illustrer sa conception très particulière de la coopération avec le Tiers-Monde. Dans un pays où le président François Tombalbaye, malgré le renfort de l'armée française, « a quelques problèmes » — pour reprendre la litote d'un des proches de Pompidou.

## Quelques bandits

Tombalbaye a eu beau expliquer à son hôte que « tout va pour le mieux », que la « pacification du pays est terminée » et que « l'heure de la réconciliation a sonné », Pompidou ne pouvait être dupe. Si la France a officiellement retiré ses troupes en juin 1971, elle a pris des mesures qui laissent le rapport de forces inchangé avec le Front de libération nationale (Frolinat), dirigé de Tripoli par le Dr Abba Siddick **(voir page suivante) :**

— les 600 hommes du 6ème R.i.a.o.m., stationnés à Fort-Lamy, sont maintenant « opérationnels ».

— aux 150 aviateurs français de la base aérienne de Fort-Lamy, sont venus s'en ajouter 450 nouveaux.

— enfin, l'encadrement des forces tchadiennes a été porté à 600 officiers ou sous-officiers.





**« Rebelles » tchadiens retour d'opération dans le Tibesti.**

Il y a tout lieu d'être sceptique lorsqu'on entend le général Cortadellas, qui commande les forces françaises du Tchad, limiter, dans une interview passée dimanche soir à la télévision française, les opposants à « quelques bandits du nord qui relèvent du droit commun ». Et d'ajouter : « Nous avons armé des groupes d'autodéfense. »

Ce « nous » est très symptomatique des rapports entretenus avec le gouvernement de « Tombalo » — comme l'appellent familièrement aussi bien ses détracteurs que ses clients. Le Tchad n'est pas plus indépendant que la Bretagne. Et son président n'a guère plus de pouvoirs qu'un super-préfet de région. En application des accords militaires de 1960, les gouvernements d'Afrique francophone peuvent faire appel à l'intervention française. Et comme presque tous les chefs d'Etat sont des potentats n'admettant pas la règle du jeu démocratique, la France est la garante des régimes corrompus et incompétents. Un changement ne peut, en l'état actuel des choses, être que le fait de la mort du président de la République ou de l'accord tacite donné par la France aux opposants.

## 40% du Budget

Au Tchad, pays d'agriculture et d'élevage, les mécontents sont nombreux. Quelques chiffres suffisent à en donner une première explication. Les 3 millions et demi d'habitants, répartis sur un territoire grand comme deux fois et demie la France, ont un des niveaux de vie les plus bas du monde : 360 francs par an. De plus, ces pauvres miettes sont mal réparties. Le sud est beaucoup plus riche que le nord, constitué de zones désertiques. Le coton, une des principales richesses du pays (70 % des exportations), est exclusivement entre les mains de Cotonfran, contrôlée par des intérêts privés français. Tout naturellement, le coton « tchadien » va vers la France, qui détermine les cours (26 francs C.f.a. depuis 1960) et peut exploiter en toute légalité le paysan du sud.

→

# Pompidou l'Africain

C'est ainsi qu'un ouvrier qui travaille en moyenne 180 jours par an reçoit un salaire mensuel moyen de 30 francs. Depuis deux ans, la production cotonnière baisse, ce qui n'empêche que, parallèlement, les prix des biens de consommation augmentent dans des proportions catastrophiques.

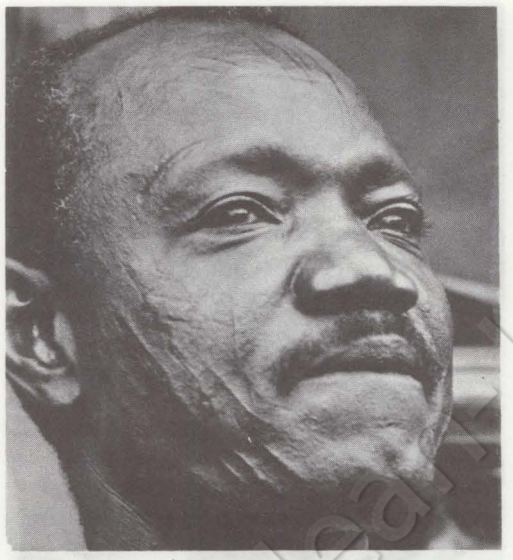
A ces déplorables conditions économiques s'ajoute une exploitation des populations musulmanes du nord par les chrétiens animistes du sud. Les Sara, alphabétisés par les missions catholiques et protestantes, constituent la charpente de l'administration. Ils ont pratiqué depuis l'indépendance la mise en coupe réglée des pauvres tribus nomades en exigeant par la force des impôts exorbitants. Ce fut la première cause du soulèvement.

Depuis un an, sentant son régime vaciller, Tombalbaye a pris quelques mesures de sauvetage :

— les anciens détenus politiques ont été libérés ;

— les musulmans sont maintenant représentés au sein de son gouvernement ;

— la taxe civique et l'impôt sur le bétail ont été supprimés « jusqu'à nouvel ordre » pour les habitants du Tibesti, « en raison de la situation économique déplorable qui prévaut dans cette région ».



**Le président Tombalbaye.**

Tombalbaye n'a pas réussi, pour autant, à soulever l'enthousiasme de ses concitoyens. Le « Tchadiens, tous debout avec le P.P.T. » (Parti progressiste tchadien) est resté sans effet. Les différentes autocritiques n'ont pas empêché les étudiants de se révolter en novembre. Les Tchadiens naviguent, selon leur degré d'espoir, entre l'apathie et la révolte. Et le Tchad continue à dépenser pour la « pacification » près de 40 % de son Budget. Bien plus que les crédits de l'Education nationale et de la Santé réunis. La dépendance économique de ce pays, déshérité par son climat, son sol, son éloignement et son absence de cadres, ne fait qu'augmenter. Un technocrate tchadien a pu dire, amer : « C'est pire que pendant la colonisation. A l'époque, tout l'argent venait de l'extérieur. »

Tous ces éléments ne troublent-ils pas la bonne conscience de Pompidou ? Le président de la République a défini l'année dernière, dans sa première tournée des « popotes africaines », sa conception de la coopération, qui devait « s'éloigner de plus en plus de la colonisation ». Il ajoutait que la coopération devait constituer un « échange ». Le Tchad, plus colonisé que jamais, n'a pas grand-chose à apporter en termes économiques.

En revanche, la présence de bases françaises au cœur de l'Afrique permet à la France d'être prête à intervenir rapidement pour éteindre les foyers qui pourraient s'allumer dans un des 14 pays francophones et contenir l'expression des mouvements populaires. Le Pouvoir gaulliste peut continuer de soutenir un régime discrédité : « l'échange » est politiquement positif.

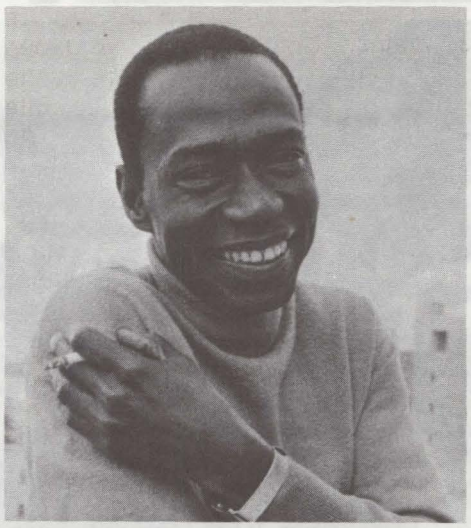
YANN FITT

## LE LEADER DES « REBELLES » PARLE

*D'un envoyé spécial de « L'Unité »*

**Le symbole de l'opposition violente et radicale à la politique de Tombalbaye et aux menées françaises : le Dr Abba Siddick, secrétaire général du Front de libération nationale, le Frolinat, et porte-parole de la résistance populaire tchadienne, exilé à Tripoli.**

**« Nous avons eu de grandes difficultés à enrayer, ces deux dernières années, des menées tribalistes ou religieuses, téléguidées tantôt de Paris ou de Fort-Lamy, tantôt venant d'éléments opportunistes. C'est maintenant chose faite. Les opérations militaires, fortement ralenties jusqu'à présent, vont être relancées sur des bases nouvelles. Toute hiérarchie traditionnelle était déjà abolie. Les responsables militaires sont élus par leurs hommes, pour un an, et peuvent être déchus à tout moment par eux, ce qui s'est déjà produit, tant dans la 1re Armée du Centre-Est que dans la 2e Armée du Nord. Sur le plan politique, le Frolinat a suscité l'élection de comités villageois, chargés des problèmes de ravitaillement, d'éducation, de santé, en étroite liaison avec les combattants. On installe ainsi de nouvelles structures qui pourront effacer les anciens liens tribaux et féodaux. Sur le plan culturel, le travail est fait dans le même sens. Ceci pour atteindre une indépendance véritable et une transformation radicale des structures existantes.**



**Abba Siddick, leader du Frolinat.**

**Ce double objectif s'inscrit dans le cadre d'un régime issu de la volonté populaire, capable d'organiser les nouvelles structures politiques et socio-économiques, afin de jeter les bases d'une société socialiste. Ceci passe par l'écrasement du système en place. »**

# Le Président perdu

PAR FRANÇOIS MITTERRAND

On a perdu le Premier ministre. Il ne s'est montré ni aux Açores ni à Bruxelles. On ne le voit guère où l'Histoire se fait ou tente de se faire. A lui les chrysanthèmes ! Certes, M. Chaban-Delmas s'occupe de choses sérieuses. Pendant le dernier week-end, il a présidé l'assemblée générale du Comité d'expansion d'Aquitaine et il a successivement inauguré les bureaux, décentralisés à Bordeaux, du Groupe des assurances nationales, l'école internationale de francophonie, implantée à Bordeaux, les nouveaux locaux bordelais de l'Agence France-presse. De Bordeaux déjà, il avait pu, pour le Nouvel An, adresser ses vœux aux Français du sud-ouest (dont je suis). A Paris non plus. M. Chaban-Delmas ne chôme pas. Il multiplie les conseils interministériels sur l'emploi, les prix, la construction. Il arbitre, et ils sont nombreux, les différends au sein de la majorité. Il mène une vie officielle écrasante. L'un des rares membres du gouvernement à prendre soin des députés, il monte souvent à la tribune pour les informer de ses projets. Hors session, il prend le temps de répondre aux questions qu'on lui pose. Bientôt, dit-on, il expliquera à la télévision sa politique économique et sociale. On sent qu'il travaille, qu'il travaille beaucoup, qu'il travaille avec méthode. Alors, on s'interroge : d'où vient ce dédoublement ? M. Chaban-Delmas est (presque) partout, le Premier ministre nulle part.

On ne comprend le phénomène que si, cessant de regarder du côté de l'Hôtel Matignon, on observe ce qui se passe à l'Elysée. Je ne possède pas de balance qui me permette de peser les mérites respectifs de M. Chaban-Delmas et de M. Pompidou. Mais je ne crois pas que le problème soit là. Que l'un l'emporte sur l'autre n'implique pas antagonisme entre les deux hommes, volonté de nuire ou besoin de domination. M. Pompidou est d'une autre espèce que son prédécesseur. Pourtant M. Pompidou ne traite pas mieux M. Chaban-Delmas que le général de Gaulle ne traitait M. Pompidou. Il s'agit donc, au-delà des personnes, d'une loi spécifique au système qui nous régit. Deux Présidents, dans notre marigot constitutionnel, c'est un de trop. La nature est là, qui t'invite et qui t'aime: le plus gros mange le plus petit.

Le Premier ministre, en France, est de création récente. Napoléon Bonaparte vaincu, Talleyrand fut le premier à porter le titre. Depuis lors, ni la Restauration, ni Louis-Philippe, ni le Second Empire ne reconnurent à ce personnge d'autre fonction que celle d'homme de confiance du monarque: le premier des ministres, pas davantage, et révocable à merci. Le roi, l'Empereur gouvernaient. Sous la IIIème République, le Premier ministre s'appela président du Conseil. Ignoré de la Constitution de 1875, ce dernier apparut vite comme le personnage central du régime, le véritable chef de l'exécutif, tandis que le président de la République, « borne où l'on attachait le char de l'Etat », s'effaçait. La IVème République confirma le président du Conseil dans le rôle qu'il tenait de l'usage. Chef du gouvernement, responsable devant le Parlement, le pouvoir politique resta entre ses mains. Contrairement à l'idée reçue, l'actuelle Constitution, celle de 1958, ne revint pas là-dessus. Elle chargea le Premier ministre de diriger l'action du gouvernement et le gouvernement de déterminer et de conduire la politique de la nation. Sur les fonts baptismaux du droit public, la Vème République se déclara de confession parlementaire.

Ce qu'en fit le général de Gaulle, on le sait. Sans attendre la réforme de la Constitution et sanpropre élection au suffrage universel, il mit les institutions au placard et le Premier ministre à sa botte. En 1961, M. Debré avait la majorité à l'Assemblée nationale. Quelle importance ? De Gaulle le congédia. En 1962, M. Pompidou se trouva en minorité. Naturellement, de Gaulle le garda. En 1968, M. Pompidou conquit de haute lutte la plus belle majorité qu'on pût imaginer. Ce fut assez pour sa disgrâce. Bref, le général de Gaulle, qui n'avait rien de la borne espérée par quelques naïfs à l'époque du coup de mai 1958 devint ce qu'il était depuis le premier jour, le maître absolu de l'Etat. Quand on lui parlait de dyarchie et de cobflit possible entre le président de la République et le Premier ministre, il riait. Qui donc ignorait où était le pouvoir ? Mais, indifférence ou dédain, il respecta les textes. Le Premier ministre continua d'être, sur le papier, chef du gouvernement. Il l'est toujours.

Il l'est toujours et je crois bien que c'est ce qui inquiète M. Pompidou. J'ai, il n'y a pas longtemps, demandé à M. Chaban-Delmas ce qui arriverait au cas où, comme la Constitution l'y autorise, le Premier ministre, soutenu par la majorité de l'Assemblée nationale, refuserait de démissionner selon le bon plaisir du chef de l'Etat. M. Chaban-Delmas se contenta d'une formule: « Ce serait un triste sire ». Triste sire, assurément, si le Premier ministre en question n'était qu'un favori, soumis aux humeurs de plus haut seigneur que soi. Chaque condition a ses règles et son code de l'honneur. Mais on peut concevoir une autre situation. Par exemple, des élections législatives qui amèneraient au Palais Bourbon une nouvelle majorité, ou qui, sans changer la majorité, l'ôteraient à l'U.d.r.

Le chômage, la hausse des prix, la crise monétaire, les scandales convainquent M. Pompidou qu'il s'agit là d'hypothèses fondées. Triste sire serait alors celui qui trahirait la volonté populaire pour complaire à la seule volonté présidentielle.

L'honnête application de la Constitution éviterait le choc. Mais ce serait, pour le président de la République, renoncer à une certaine façon d'être, à l'habitude prise de trancher de tout en toute chose et pour tout le monde. Est-ce possible? Je le crois. J'avoue que la disparition du Premier ministre plaide pour le contraire. Elle annonce une mutation institutionnelle, lente ou brusque. M. Pompidou ira-t-il jusqu'à proposer une réforme de la Constitution qui lui laisserait les mains libres? Qu'il y songe, j'en suis sûr. Qu'il le fasse, c'est une autre affaire !

# A contre-pied

## Des citoyens au-dessus de tout soupçon

*Tout comme André Rives-Henrys, jugé jeudi en correctionnelle, le promoteur cannois Raymond Chalvet doit se sentir malheureux. Ne vient-il pas, pour un passif de 4 milliards, d'être condamné à cinq ans de prison ferme? Malgré trois condamnations, il avait pu poursuivre une brillante carrière et cultiver l'art de se faire de nombreux amis et l'art de parler d'eux. Aujourd'hui, il se retrouve seul.*

*Pourtant, Chalvet savait les gestes qu'il faut avoir: n'est-ce pas lui qui, en 1969, aurait signé un chèque (n° 44 501), sur la Banque industrielle de Monaco, d'un million d'anciens francs à l'ordre des Républicains indépendants? N'est-ce pas de lui que le secrétaire d'Olivier Giscard d'Estaing, frère du ministre, aurait reçu un chèque de deux millions d'anciens francs sur le Crédit commercial de France?*

*Au moment où certains n'hésitent pas, dans les rangs de la majorité, à se donner des airs de Saint-Just, le jugement sur l'affaire Chalvet, à cause des questions qu'elle suscite, tombe vraiment mal.*




## Evariste et les gendarmes

Evariste est docteur en physique théorique et chargé de cours à la Faculté de Vincennes. Michel Tréguer, dans sa série scientifique Eureka, lui avait consacré une émission, « Evariste et les sept dimensions ». La direction générale de l'O.r.t.f. a déprogrammé, à la demande de son comité scientifique, cette émission que vous auriez dû voir ces jours-ci.

Or, Evariste est aussi chanteur. Et, de surcroît, contestataire.

Question: le « comité scientifique » n'aurait-il pas aimé ses chansons? Si c'est non, de quoi se mêle-t-il? Si c'est oui, faut-il penser que l'O.r.t.f. en est à censurer des scientifiques lorsque ceux-ci exposent leurs théories?

De toute manière, l'émission a été censurée. Tout comme une dramatique d'Olivier Ricard, « Le reflet dans la mer », où, horreur! les spectateurs auraient pu voir un pandore impliqué dans une affaire de vol. On ne badine pas avec l'honneur de la gendarmerie.

## L'U.D.R. a la baguette

La majorité aime les positions nettes, c'est bien connu. Interrogé par « La Croix » sur les petits commerçants et artisans, le député U.d.r. et ancien ministre Yves Guéna a eu cette formule d'une éblouissante clarté: « L'artisanat reste plus indispensable que certaines formes du petit commerce qui est en fait aussi irremplaçable, bien que son maintien soit difficile ».

Et Guéna de conclure: « Nous, membres de la majorité, nous avons à être la caisse de résonance de l'opinion ». On se demandait si le rôle des élus gaullistes était de raisonner, ou de résonner. A en croire Guéna, ils ont choisi de le faire comme autant de tambours.

## Les petits métiers

Si la politique vous ennuie, vous pouvez toujours tourner le bouton de votre radio en direction de France-Culture. Samedi, une soirée très Ve République vous attend. Une interview sur l'art d'André Malraux sera suivie d'une émission « Poésie et politique », dite par le gratin de la Comédie Française.

Le producteur de cette série, qui va de Boileau à Apollinaire, avec une pointe audacieuse vers Aragon? L'O.r.t.f. indique que l'émission est « préparée par Georges Pompidou ».

## P.M.F. chez Mao

Les hommes politiques français se succèdent en Chine. Après la mission parlementaire conduite par Alain Peyrefitte, c'est une délégation de la commission des Affaires étrangères qui séjourne actuellement à Pékin. Parmi ses membres, André Chandernagor et, pour la première fois, un député communiste français, Louis Odru.

Entre ces deux voyages en groupe, un visiteur isolé qui, depuis 1954, date des accords de Genève, a toujours été traité avec faveur par les Chinois: Pierre Mendès France. Son premier voyage en Chine remonte à 1958. Le principal changement qui a frappé l'ancien président du Conseil, c'est qu'en treize ans, le pays de Mao Tsé-tung est passé de l'étape de l'acier à celle de la pétrochimie. Mais il ajoute qu'il n'a pas eu la possibilité de visiter les centrales atomiques chinoises...

## Le cuivre et les urnes

*La presse française, dans son ensemble, ne croit décidément pas — ou ne veut pas croire — que l'expérience socialiste chilienne puisse être viable. Les récentes élections partielles dans deux provinces du sud ont été présentées comme un grave échec pour Salvador Allende. Il s'agit, pourtant, de circonscriptions traditionnellement dominées par l'oligarchie terrienne, qui a toujours fait voter les paysans à droite. En dépit de cela, les candidats de l'Unité populaire ont atteint respectivement 46,4 % et 41 % des suffrages, soit beaucoup plus qu'à l'élection de 1970 (la gauche française, recueillant de tels pourcentages dans l'Orne ou dans l'Aveyron, ne se porterait pas si mal!) Le premier a même obtenu une nette majorité parmi les électeurs hommes. Dans les districts correspondants aux mines de cuivre d'El Teniente, la gauche l'a également emporté.*

# L'unité

# EST VOTRE JOURNAL

Ce journal, qui naît à un moment où des menaces graves pèsent sur toute la presse d'opinion, est une preuve tangible de la vitalité et du renouveau du Parti socialiste. Inspiré par les grandes orientations et par l'action concrète de celui-ci, il n'en sera pas le bulletin officiel, mais l'un de ses moyens d'expression essentiels.

Conçu et rédigé par une équipe de journalistes, membres ou non du Parti socialiste, qui apportent chacun leur expérience au sein d'une équipe nouvelle, il s'adresse à un public large, à des militants comme à des non-militants qui ont en commun de se faire une certaine idée du socialisme pour la France.

Désireux de rechercher la qualité dans la présentation comme dans le contenu, notre hebdomadaire ne dispose au départ — et cela ne surprendra personne — que de moyens dérisoires. Sa seule richesse réside et résidera dans le soutien de ses lecteurs et, d'abord, de ceux qui voudront bien, sans attendre, nous manifester leur confiance en s'abonnant.

Nous démarrons avec plusieurs milliers d'abonnés. Ce sont ceux du « Bulletin socialiste » et de la revue « Dire » qui ont été reportés sur notre hebdomadaire et beaucoup d'autres qui nous ont fait confiance avant même que nous existions.

Nous les remercions tous de leur soutien.

En attendant que nous ayions procédé au tri minutieux de notre fichier, installé sur ordinateur, un certain nombre d'entre vous vont recevoir deux ou même trois exemplaires de ce premier numéro. Ils sauront les utiliser au mieux pour faire connaître « L'Unité » autour d'eux.

# Si vous voulez nous aider

Vous pouvez à la fois vous abonner vous-même, faire des abonnements autour de vous et nous envoyer des listes d'amis et sympathisants à qui nous ferons parvenir le journal directement.

Nous voudrions surtout — et nous ferons tout pour cela — que vous considériez cet hebdomadaire comme le vôtre et nous fassiez part constamment de vos suggestions et critiques.

Contre le pouvoir capitaliste qui voudrait façonner une presse à sa guise, nous montrerons ensemble qu'un journal libre peut vivre et tenir sa place dans la bataille dont dépend l'avenir de notre pays.

Pour le concours actif que vous nous apporterez, d'avance, nous vous remercions.

*BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE*

*41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e*

*Je soussigné (1)*.....

*Profession* .....

*Demeurant* .....

.....

| *désire souscrire un abonnement** | | *Je vous adresse le montant correspondant** | |
|---|---|---|---|
| *normal de 6 mois à* | *50 F* ☐ | *par chèque bancaire* | ☐ |
| *normal d'un an à* | *90 F* ☐ | *par chèque postal* | ☐ |
| *de soutien à* | *100 F* ☐ | *ou virement* | |
| *de soutien à* | *150 F* ☐ | *au C.C.P.* | ☐ |
| *de soutien à* | *200 F* ☐ | *Roland Florian Paris 14920-38* | |

**Cochez la case correspondante*

*Date et Signature*

*(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES*

# Un climat plus serein

**La naissance de ce journal coïncide avec l'ouverture d'une période qui a toutes chances d'être décisive pour** la gauche française. Dans six semaines, le Parti socialiste né du congrès d'Epinay aura achevé l'une des premières tâches qu'il s'était fixées. Il aura adopté définitivement son programme de gouvernement, au terme d'une discussion qui aura montré l'attachement du Parti au débat démocratique en son propre sein.

A la mi-mars donc, conformément au calendrier fixé dès le départ, les socialistes disposeront d'un instrument capital pour engager une grande campagne d'explication dans tout le pays. Au même moment, il seront prêts à rencontrer tous ceux qui le voudront pour discuter avec eux, dans le cadre de l'union de la gauche qui demeure la pierre de touche, d'un accord de gouvernement proposant aux Français les conditions d'un changement véritable de politique.

**Dès maintenant, une question se pose : à partir des dispositions déjà exprimées par les organisations intéressées,** parmi lesquelles, au premier chef, le Parti communiste et le Parti socialiste, un tel accord est-il possible ?

Seules les conversations officielles — dont nous souhaitons qu'elles puissent s'engager avant le mois d'avril — permettront de répondre à cette question, mais nous ne voyons pas pourquoi la réponse serait négative si, de part et d'autre, on désire réellement aboutir.

Certes, on sait bien, dès l'abord, ce qui peut séparer le programme du Parti communiste de celui, encore optionnel sur plusieurs chapitres, du Parti socialiste. La nature et l'étendue des nationalisations, certaines conceptions touchant au fonctionnement des institutions, le rôle de la France dans l'équilibre européen et la notion même de Défense nationale par rapport aux blocs militaires existants, seront parmi les sujets de divergences — qui figuraient d'ailleurs, à peu près dans les mêmes termes, dans le fameux « bilan » de décembre 1970.

**Nous ne minimisons pas l'importance de ces sujets et de quelques autres, mais nous ne pensons pas qu'aucun** d'entre eux soit de nature à empêcher, a priori, la conclusion d'un accord de gouvernement. Nous attachons, en revanche, une importance particulière au climat dans lequel seront abordées les discussions.

Sans vouloir jamais tomber dans la polémique inutile, nous avons déploré, ces dernières semaines, le ton et la nature même des griefs que le Parti communiste a cru devoir formuler contre le programme, non enconre définitif, du Parti socialiste. Nous apprécions donc que ce ton soit redevenu, depuis quelques jours, plus serein. Sans doute le Parti communiste a-t-il tiré lui-même la conclusion que certaines condamnations, pour le moins hâtives, sont mal comprises de l'opinion, surtout au moment où, sur le mot d'ordre « union populaire », on cherche à entraîner de nouvelles catégories sociales dans la bataille contre les méfaits du régime capitaliste.

Profondément attaché à l'union de la gauche, le Parti socialiste a toujours pensé que celle-ci n'aurait de chances de l'emporter que si elle savait attirer à elle toutes celles et tous ceux qui ne se sentent pas, instinctivement, engagés dans cette union, mais qui sont profondément désireux que cesse un régime qui allie avec le plus parfait cynisme l'exploitation et le scandale. C'est dire que tout ce qui pourra, à la base, élargir les possibilités d'action aura la faveur du Parti socialiste et de ce journal, dont nous voudrions faire un point de rencontre pour tous ceux qui croient comme nous qu'il n'est d'autre alternative au pouvoir de l'argent que celle offerte par la démocratie socialiste.

CLAUDE ESTIER

P.S. — « L'Unité » entend, évidemment, se situer également dans la dimension internationale du socialisme. Nous donnerons donc ici la parole à tous ceux qui représentent dans le monde des expériences socialistes sous leurs formes les plus diverses. C'est aujourd'hui, Willy Brandt qui s'exprime dans nos colonnes **(voir en page 11).** Ce sera, la semaine prochaine, Salvador Allende.

# Accusé chômeur, levez-vous

Une expérience qui ne trompe pas : chacun d'entre nous, faisant le tour de ses connaissances, est à peu près sûr d'y trouver un chômeur, ou du moins quelqu'un qui connaît un chômeur. De même que chacun connaissait naguère, de près ou de loin, un soldat en Algérie.

Le chômage a beau, à en croire le ministère du Travail, n'affecter encore « que » 2,3 % de la population active (alors que le seuil vraiment critique se situerait à 2,5 %) déjà, il nous cerne de toutes parts. A tous les niveaux, et dans de très nombreux et très variés secteurs de l'emploi. Les milliers de travailleurs de la région parisienne qui manifesteront sur l'emploi, mercredi, dans la capitale, à l'appel de la C.f.d.t. et de la C.g.t., porteront témoignage de cette inquiétude.

De fait, selon une récente enquête de l'Insee, à la fin de 1971, le nombre des personnes constatant une dégradation de l'emploi était beaucoup plus élevé qu'en juin. Et 27 % des sujets interrogés pensaient que la situation allait encore empirer, contre 18,5 % un an plus tôt. L'optimisme du ministre du Travail, Joseph Fontanet, qui se réjouit de ne constater en décembre que 385 000 demandes d'emploi non satisfaites, contre 400 000 en novembre, ne suffira certainement pas à les rassurer. Rien ne laisse prévoir que les chiffres de janvier confirmeront cette légère diminution. Ni que l'augmentation de 39 % du chômage en 14 mois, constatée il y a une quinzaine de jours et portant, selon l'Insee, le total de la « population disponible à la recherche d'un emploi » à 520 000 personnes, va se résorber dans les semaines qui viennent.

## Boues et déchets

Selon une question écrite d'Arsène Boulay au ministre de l'Economie et des Finances, en effet, les mesures envisagées actuellement par le gouvernement — réglementation de l'immigration, mise à la retraite des chômeurs de plus de 60 ans, formation continue — ont essentiellement pour objet de ralentir la montée du chômage. Et non pas d'en réduire le volume existant. « L'érosion du plein emploi », si l'on s'en tient au sens géographique de ce terme, pourrait bien signifier que le




chômage — selon la jolie formule du « Monde » — « doit être assimilé aux boues et aux déchets charriés par les torrents du développement ».

Car il semble bien que le fin du fin, dans notre société, quelles que soient les formes qu'on y mette, consiste à convaincre subtilement le chômeur que c'est lui le coupable. Dès l'instant où il perd sa feuille de paie, selon les règlements en vigueur, toutes sortes de tracasseries l'accablent : on l'assiste, on a donc tous les droits sur lui ! Il n'a rien à dire, il n'est plus qu'un déclassé. Des questionnaires s'enquièrent de tous les détails de sa vie privée — « Nous dépiautons tellement les gens que j'en suis gênée » dit à « L'Unité » une employée de l'Agence nationale pour l'emploi (A.n.p.e.).

Des regards soupçonneux suspectent notre homme aussi bien de ne pas vouloir travailler que de travailler en cachette. Certaines agences font varier sadiquement la fréquence, les jours et les heures du pointage, menaçant de supprimer huit ou quinze jours d'allocations de chômage et familiales s'il ne se présente pas à l'heure dite. On envisage même, en haut lieu, une surveillance par ordinateur ! Bien souvent, cependant, tel ce conducteur de travaux qui avait le malheur d'être spécialisé dans les parcs et jardins, c'est le chômeur qui trouve les postes pouvant lui convenir, en feuilletant la liste des offres, pendant les deux ou trois heures nécessaires pour être reçu par un prospecteur-placier.

Telle n'est pas pourtant l'image de marque que cherche à se donner l'Agence nationale, qui est censée prendre par les cornes, au nom de l'Etat, le problème du chômage : « Nos services sont accueillants, efficaces, compétitifs dans tous les domaines de l'emploi. » Le directeur, Jean Quesnel, voit même la vie en rose : « Alors pourra être réussie cette vaste entreprise impartie à l'Agence, dont l'ambition est d'assurer, pour le bien indivisible des employeurs et des travailleurs, une meilleure harmonie entre l'expansion et l'emploi. » C'est l'endroit du tableau, avec les locaux flambant neufs et les belles moquettes.

## Les parachutés

L'envers est moins gai. Les chômeurs ne sont pas les seuls à déchanter. Une sourde révolte gronde parmi les employés eux-mêmes, qui se sentent jetés, à découvert, en première ligne du grand problème de l'heure. Ils nous ont ouvert leur cœur : « Si on ne se retenait pas et si on avait quelque chose de mieux, on ficherait tous le camp, comme un seul homme.

L'A.n.p.e. c'est une opération-bluff du style « Vous allez voir ce que vous allez voir ! » On l'a créée en prétendant que les anciens services ne faisaient que gérer les dossiers des chômeurs et que nous, nous allions mettre l'accent sur le placement. Mais on a embauché de façon pléthorique au niveau des états-majors et insuffisante à la base. Nous sommes donc encore surchargés de besognes administratives, et on cherche de plus en plus à faire de nous un simple personnel d'exécution, dont on grignote le sens des responsabilités. Nous sommes, pour la plupart, contractuels. En conflit avec les anciens fonctionnaires affectés là. Le recrutement est fantaisiste. Des officiers en retraite qui n'y connaissent rien sont parachutés chefs d'agence. Et, avec nos salaires de misère — autour de 1 400 francs — on ne peut attirer que les « toquards », pas les vedettes !

« On se moque de notre formation, disent aussi les employés de l'Agence. Ce n'est qu'au bout d'un an qu'un prospecteur-placier peut être admis à suivre un stage de 15 jours, d'ailleurs fort mal adapté au travail concret. Notre documentation : inexistante. C'est par les journaux que nous apprenons l'existence de certains services de l'Agence !

Bref, une constante improvisation →

## Accusé chômeur →

qui ne tient pas debout. On fait une publicité époustouflante, qui n'a aucun rapport avec notre efficacité réelle. Par exemple, nous sommes condamnés à tenter artisanalement de rapprocher les demandes des offres, un peu à la tête du client. A quoi sert l'ordinateur ?

Les syndicats disent que nous devrions avoir le monopole du placement, et nos responsables affirment qu'ils se contenteraient d'en réaliser 30 %. Il faudrait savoir si, en haut lieu, on ne songe qu'à amuser la galerie, ou si l'on veut faire du travail sérieux. »

Les syndicats disent que nous devrions avoir le monopole du placement, et nos responsables affirment qu'ils se contenteraient d'en réaliser 30 %. Il faudrait savoir si, en haut-lieu, on ne songe qu'à amuser la galerie, ou si l'on veut faire du travail sérieux. »

C'est ce travail sérieux que vise le projet de programme du Parti socialiste, en proposant que, dotée de moyens suffisants et sous contrôle paritaire, l'A.n.p.e. devienne un grand service public chargé de la formation, du recyclage et de la conversion professionnelle.

Déjà les travailleurs de l'Agence se disent prêts « à quelque chose de fraternel. Car, nous aussi, nous avons été chômeurs. Nous savons ce que c'est ».

CHRISTIANE PEYRE

# Les contrats dans le tunnel

Inquiétude et déception à Matignon, fermeté prudente du côté des syndicats : les discussions sur les contrats de progrès, qui se sont ouverts il y a quinze jours, semblent s'enliser. Les cheminots, les premiers, ont donné le ton au cours des négociations qui reprennent lundi prochain à la S.n.c.f. Les travailleurs de la Régie Renault, mardi, et les métallurgistes parisiens, mercredi, ont suivi. Jacques Delors et ses collaborateurs sont visiblement moroses : la politique contractuelle du gouvernement vient d'entrer dans un tunnel.

Les syndicats, en effet, sont de plus en plus réservés. La C.g.t. campe sur ses positions : opposition de principe, mais négociations tactiques, vigilantes, et sélectives, de plus en plus vigilantes, de plus en plus sélectives. La C.f.d.t., elle, après avoir été hier favorable à la naissance et aux premiers pas de la politique contractuelle, adopte désormais une attitude beaucoup plus réservée, parfois même contradictoire. Au début du mois de décembre, elle a refusé les accords E.d.f. et sa commission exécutive a désavoué publiquement la Fédération des fonctionnaires, qui avait signé les accords du 12 novembre. Un mois plus tard, Raymond Martin, secrétaire général des cheminots C.f.d.t., déclarait : « Toute hypothèse sur un prétendu changement de position et sur un refus de la politique contractuelle est dénuée de tout fondement. »

La contradiction n'est qu'apparente : « La Confédération a désavoué les fonctionnaires, explique un cheminot, car elle trouvait le contenu de leur accord insuffisant. Trouver des compromis, oui. Signer des contrats, oui. Encore faut-il qu'ils soient plus profitables aux travailleurs qu'une grève. » Le climat des autres négociations montre qu'à la Régie Renault comme dans la métallurgie parisienne, on n'est pas loin de partager cet avis.

Face aux revendications des syndicats — augmentations des salaires, garantie du pouvoir d'achat, réductions d'horaires, réajustement du salaire minimum — les représentants des directions avancent des propositions dont la minceur est sans doute la principale responsable des difficultés actuelles. Les caisses des entreprises nationalisées sont, paraît-il, légères. A la S.n.c.f., les résultats ont été moins bons en 1971 qu'en 1970 : cela n'incite pas à être généreux.

La rareté et la timidité des propositions patronales aussi bien que la fermeté syndicale laissent prévoir des négociations longues.

Ce qu'il y aura au bout du tunnel ? On l'ignore. Peut-être un tournant salutaire, peut-être un gouffre. Où pourrait sombrer la politique sociale de Jacques Chaban-Delmas.

M.B.

## DEBAT « UNE GRANDE INTUITION »

**La gauche française a retrouvé le goût des grandes controverses idéologiques. Sans doute est-ce le signe que l'unité est en marche. La discussion au sein du dernier colloque du Ceres, samedi et dimanche, ne s'est plus bornée à l'évocation ou à l'invocation d'un accord. Elle a porté sur le problème du contenu à lui donner.**

**Le propos des organisateurs était de présenter un projet réaliste de passage vers une société autogérée. Pour le Ceres, en effet, l'autogestion ne peut se limiter au seul secteur de la production. Elle concerne tous les domaines de l'activité sociale. A ce titre, elle se confond avec la finalité du socialisme : l'abolition de la séparation entre gouvernants et gouvernés.**

**A propos de cette dynamique de l'autogestion, inséparable de la socialisation réelle des rapports de production, et de la planification démocratique, deux séries d'interrogation sont apparues.**

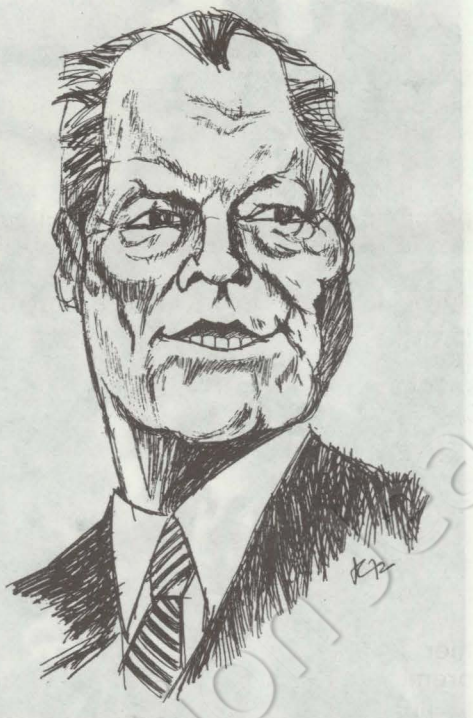
**Pour les uns — comme Gilbert Declercq, responsable C.f.d.t. — le contrôle ouvrier, dans une société non entièrement socialisée, serait soit la lutte des classes, soit la cogestion. Aussi faut-il, ajoutent d'autres (L.-P. Letonturier), s'interroger sur la nature de l'Etat, « répressif par nature » et incapable de contrôler le processus dynamique.**

**Selon d'autres, si « l'autogestion est la grande intuition du prolétariat » (Albert Detraz), il est nécessaire de se demander si la voie électorale peut suffire pour mettre en marche l'autogestion. Dès lors, considère Serge Mallet, le débat stratégique se trouve posé, puisque le parti dominant de la future coalition refuse d'inscrire le socialisme autogestionnaire dans sa finalité.**

**Le problème est de savoir si l'autogestion est le thème mobilisateur pour la gauche socialiste. Auparavant, il lui faudra se mettre d'accord sur ce que parler veut dire. Le débat qui doit se poursuivre et s'approfondir au sein du Parti socialiste pourra en être l'occasion.**

**GISELE CHARZAT**

# La paix à notre époque



PAR WILLY BRANDT

Le prix Nobel de la Paix 1971 a été décerné à un homme politique en pleine activité. Ce sont ses efforts futurs qui ont été honorés, et non pas tel fait accompli. Je voudrais donc exposer clairement le principe sur lequel je me fonde : la guerre ne doit pas être un moyen de la politique. Il s'agit d'abolir les guerres, et pas seulement de les limiter.

Sous peine d'une autodestruction de l'humanité, la coexistence est devenue la condition même de l'existence, la seule chance de survivre. Une politique active de coexistence ne doit être fondée ni sur la crainte ni sur une trop grande confiance.

Le premier stade était d'organiser la vie « l'un à côté de l'autre », ce qui, déjà, exclut pour tous l'utilisation de la violence. C'est maintenant l'organisation de la vie « l'un avec l'autre » qui doit commencer. Les contradictions idéologiques constituent certes un obstacle qui va continuer à exister. Mais c'est un progrès encourageant que l'on parle plus des intérêts que d'idéologie, que des dialogues se substituent aux monologues dans les relations Est-Ouest pour régler les problèmes qui, malgré toutes les contradictions persistantes, touchent à des intérêts communs.

L'étiquette « Ostpolitik » (politique à l'Est) ne me plaît pas. Ce mot est pesant. Et il laisse supposer que la politique étrangère ressemble à une commode, dont on ouvre une fois l'un une fois l'autre tiroir. En vérité, notre politique de détente restera ancrée à l'Ouest. Nous voulons et avons besoin de l'association avec l'Ouest et de l'entente avec l'Est.

Personne ne doit l'oublier : l'unification ouest-européenne, à laquelle nous la priorité. Nous ne pouvons nou la priorité. Nous ne pouvons pas renoncer au Pacte atlantique. Mais aussi bien le développement général de la politique mondiale que la réalité particulière des rapports à l'Ouest exigent, en complément, l'établissement de relations normales et si possible amicales avec l'U.r.s.s. et ses partenaires du Pacte de Varsovie.

Les relations avec la R.d.a. seront réglées, malgré toutes les difficultés, sur la base de l'égalité en droit, dans le cadre des relations usuelles entre Etats, mais aussi dans le respect des droits et responsabilités des quatre puissances pour l'Allemagne dans son ensemble. Les négociations entre les deux Etats allemands concernant l'exécution du traité de Berlin des Quatre puissances ont montré que, malgré des conceptions juridiques incompatibles, des questions difficiles peuvent être réglées.

Quand j'envisage maintenant quelques éléments d'un possible pacte de paix européen, je ne m'arrête pas aux notions institutionnelles, qui, de toute façon, ne seront pas réalisables à court terme. Mais je me reconnais totalement solidaire des principes universels du droit des gens, même s'ils sont si souvent dédaignés. Ces principes ont trouvé leur juste expression dans la Charte des Nations unies : souveraineté ; intégrité territoriale ; négation de la violence ; droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; respect des droits de l'Homme.

J'aimerais d'ailleurs souligner ma conviction que le développement de l'unification ouest-européenne ne porte pas tort à la sécurité et à la collaboration de l'Europe tout entière. L'Europe de l'Ouest, y compris la Grande-Bretagne, c'est-à-dire la Communauté élargie, ne se constitue pas en un bloc contre l'Est, mais peut — également par le renforcement de ses composantes sociales — devenir un élément particulièrement important de l'édification d'une sécurité européenne équilibrée. Une entraide solide à l'intérieur n'est pas en contradiction avec une grande franchise dans la collaboration avec l'extérieur.

Deux problèmes politiques pratiques se poseront dans un proche avenir : d'une part, l'organisation d'une conférence sur la sécurité et la collaboration en Europe, d'autre part, les négociations concernant la réduction des forces armées. Les Etats européens doivent, en même temps, développer leur collaboration économique, technique et culturelle, qu'ils soient liés ou non à des blocs militaires.

La conférence européenne doit examiner les conditions d'une coopération en même temps que les questions de sécurité. Je vois la possibilité de créer entre l'Est et l'Ouest de l'Europe, entre le Nord et le Sud, sur le plan éconmique et sur d'autres, des relations qui amènent un accroissement de la sécurité pour tous.

La renonciation à la violence doit devenir une loi qui sera respectée par chaque Etat et qui exclut toute intervention. Aux termes de ce long chemin, nous pouvons arriver à un système de sécurité en Europe qui soit, en quelque sorte, au-dessus des blocs et qui, comme l'ensemble des affaires mondiales, est impensable sans le concours à la fois des Etats-Unis et de l'Union soviétique. Une réduction équilibrée des troupes peut constituer une étape importante sur ce chemin.

De fortes puissances s'opposent à l'organisation de la paix. Nous avons fait l'expérience de la barbarie dans laquelle l'homme peut retomber. Pas plus que la liberté, la paix n'est un état naturel. Nous avons à la construire.

## Message à "L'Unité"

**Pour la naissance du nouvel hebdomadaire du Parti socialiste, j'envoie mes meilleurs vœux de succès. Puisse « l'Unité » devenir non seulement la plateforme de discussion pour les socialistes français, mais également pour des discussions franches et amicales avec les autres partis socialistes. Encore une fois : bonne chance !**

# Motus sur le Bengale

La bonne conscience internationale est repue. Elle digère lourdement l'affaire du Bengale, que l'actualité a déjà oubliée. Que l'ex-Pakistan oriental ait maintenant son indépendance et son leader, récupéré, selon les plus pures traditions de la décolonisation, dans les prisons de la puissance coloniale, et tout est devenu politique, c'est-à-dire reposant.

Mujibur Rahman recueille l'enthousiasme des foules. De l'autre côté du continent, le président Bhutto essaye de rénover discrètement le Pakistan et, avec une patience toute orientale, attend que vienne de Dacca un premier appel. Seulement, personne n'y croit. Il reste alors au Bangla-Desh à obtenir la consécration suprême, la reconnaissance internationale et l'entrée à l'Onu. Ne nous y trompons pas : la chose n'est pas commode, les grandes puissances n'ayant pas encore renoncé à leur comportement de vautours dans ce drame. Elles y mettent, certes, un peu plus de pudeur. Richard Nixon fait grise mine devant les indiscrétions commises — par qui, au fait ? — sur ses réactions à l'égard des Bengalis et d'Indira Gandhi, coupables d'avoir recommencé, deux siècles plus tard, ce que le général Washington et le roi Louis XVI avaient si bien réussi contre l'Angleterre. Quant au gouvernement soviétique, mise à part la chasse aux intellectuels indisciplinés, son principal souci est la prochaine



rencontre américano-soviétique. La perspective d'un axe Washington-Pékin rend le Kremlin, même s'il a été la première grande puissance à reconnaître le Bangla-Desh, fort prudent sur un sujet qui, pourtant, lui a donné des raisons de satisfaction.

Nous aurons donc tous à suivre les développements de cette affaire, parmi d'autres. Elle fera le bonheur des spécialistes et l'argument des commentateurs. Les quelques millions de morts que le peuple qui habite à l'embouchure du Gange aura perdus, par la conjonction des éléments naturels et des hommes, rejoindront la statistique de la discrète tuerie qui, depuis l'explosion d'Hiroshima, nous rappelle que l'humanité à su trouver comment sacrifier à son péché mignon.

Et au Bengale, qu'il s'agisse de celui de Dacca ou de celui de Calcutta, on continue à crever doucement de faim. Comme hier et avant-hier. On y est toujours aussi désarmé devant le premier raz-de-marée venu. Ces miséreux qui se permirent, au nom d'une certaine idée de la liberté et de la dignité, de troubler l'ordre établi par ce que d'aucuns osèrent appeler « le luxe d'une guerre », peuvent, dans une certaine mesure, être rassurés : le monde les oublie déjà, puisqu'ils en sont revenus à ce qui doit être leur place dans la hiérarchie du XXe siècle, celle de prétexte à verser, de temps à autre, des larmes de crocodile.

CLAUDE FUZIER

## GRECE : LES AMIS DE POMPIDOU ET DASSAULT

**Georges Papadopoulos, dirigeant n° 1 du régime des colonels grecs, avait tenu récemment à préciser à l'A.f.p. qu'il était « très satisfait de la France ». Il le manifeste en recevant chaleureusement à Athènes, ce week-end, un ministre français, Jean de Lipkowski. En attendant, dit-on à Athènes, une possible visite de Georges Pompidou.**

**Seul pays occidental à avoir invité, dès juin 1969, en visite officielle, un des hommes de la troïka du putsch de 1967, Nicolaos Makarezos, la France n'a cessé, depuis, de pratiquer envers le régime d'Athènes sa politique dite de non-ingérence. « Une attitude très amicale, pour laquelle nous lui sommes redevables d'une gratitude spéciale », expliquait Panayotis Pipinellis, ex-ministre des Affaires étrangères de la junte, à la fin de la longue procédure qui menait, il y a deux ans, au retrait de la Grèce du sein du Conseil de l'Europe. Pour violation des Droits de l'Homme. Le gouvernement français, en la personne de Lipkowski, justement, y avait toujours voté contre « ceux qui risquaient de mener à l'isolement de l'Etat grec ».**

**La France occupe en Grèce, après les Etats-Unis, la deuxième place des investisseurs étrangers.**

**Ainsi, le groupe Peugeot-Renault doit construire une usine à Volos, dans le centre du pays.**

**L'attention du gouvernement grec, enfin, aurait été retenue par l'offre du consortium qui réunit Dassault, la société américaine Lockheed et la compagnie aérienne Olympic Airways, pour la mise sur pied d'une industrie aéronautique, qui pourrait s'accompagner de l'achat, par la Grèce, d'avions de combat Mirage. Ce qui serait dans la logique des livraisons par la France, depuis deux ans, de blindés, d'hélicoptères et de missiles mer-mer Exocet.**

**Beaucoup d'eau a coulé depuis que l'enfant grec de l'île de Chios demandait à un Français « de la poudre et des balles » pour combattre l'oppresseur. Si quelque remords, en pensant à lui, venait assombrir le week-end athénien de Lipkowski, Papadopoulos parviendra sûrement à le dissiper. En lui répétant combien « il est très satisfait de la France ».**

# Alabama-sur-Seine

Le racisme ne passera pas. » C'est Jacques Chaban-Delmas qui tonne, au début de l'année 1971, à la tribune de l'Assemblée. L'Onu vient de proclamer 1971 « année internationale de lutte contre le racisme ».

Et le racisme est passé. L'année 1972 commence mal. Elle s'ouvre sur l'affaire du « Latin-Musique ». Un café, au 96 du boulevard Saint-Germain, en plein Quartier latin, où l'on ne sert plus les noirs. Certes, on les laisse entrer, on n'affiche pas encore en vitrine la fameuse étiquette « pour blancs seulement », on n'est pas en Afrique du Sud, ce n'est pas l'apartheid. Mais on ne les sert pas. On les décourage. Calmement. « Ils » auraient, dit-on, provoqué des bagarres... commis des attentats à la pudeur... fait fuir la clientèle blanche... Les victimes vont au commissariat : on ne les écoute pas. « Il a fallu que des blancs se mêlent aux noirs pour qu'on leur prête attention », déclare Albert Lévy, secrétaire général du Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (M.r.a.p.), qui a obtenu l'ouverture d'une enquête.

Aujourd'hui, le « Latin-Musique » est fermé. Une double plainte est déposée contre le propriétaire, poursuivi à la fois pour « refus de vente » et pour insultes et diffamation. Mercredi, le premier de ces deux motifs lui a valu d'être inculpé.

Episode important. « Le bruit fait autour de cette histoire montre que l'opinion française est sensibilisée, déclare Lévy. Mais, pour un raciste pris la main dans le sac, combien continuent impunément ? » Et pour une affaire qui émeut l'opinion, combien tombent dans l'oubli ?

## Petits meurtres

Beaucoup. La liste est longue, la gamme étendue : elle va de l'agression raciale entraînant la mort aux brimades tristement banales. Affaires graves : Djellali Ben Alli, 15 ans, est tué d'une balle dans la tête à la Goutte d'Or; Gacem Ali, ouvrier à Renault-Billancourt, est roué de coups et en meurt; Amar Saadi, de Bonneville, est assailli à la manivelle et en meurt... Petits meurtres sans importance : on n'en parle guère. Pourtant, en juin dernier, on comptait au moins 15 personnes mortes des suites d'agressions raciales en quelques jours. Brimades quotidiennes : en juin 1971, par exemple, une entreprise de nettoyage envoie un Guyanais à l'entreprise Tréfimétaux, rue de Matignon, à Paris. On le renvoie en écrivant au dos de son bon de placement : « Voulez-vous le mettre sur un autre chantier, pas de couleur à Tréfimétaux »... Un élève inspecteur des Impôts se voit refuser, à cause de la couleur de sa peau, l'attribution d'un studio, place de la République... « Le Progrès » de Lyon du 31 septembre dernier précise, dans 5 petites annonces sur 17 : « Personnel européen exclusivement ». Il n'est pas le seul.



**Devant un cinéma, à Barbès...**

## "Minute" continue

Que faire ? Porter plainte ? Mais, comme le dit Lévy, « le délit de discrimination raciale n'existe pas en France ». « En effet, explique Me Jacoby, chargé de l'affaire du « Latin-Musique », un seul texte réprime le racisme, le décret-loi Marchandeau, inclus dans la loi sur la presse de 1881. L'affaire du « Latin-Musique » est intéressante, car elle montre les lacunes du Code pénal. Si un hôtelier refuse de louer une chambre à un Noir, il n'y a ni injure ni diffamation : on ne peut rien faire. Et le plus grave est que, seul, le Parquet peut agir : les victimes et les groupements doivent se soumettre à son appréciation. »

Appréciation discutable : le 14 janvier 1971, à la suite de la crise du pétrole algérien, « Minute » avait titré : « Dehors les Algériens. Ils n'ont plus leur place chez nous après le coup de force des pirates du pétrole. » Le M.r.a.p. écrivit au ministre de l'Intérieur et au garde des Sceaux pour demander que le Parquet poursuive « Minute ». Réponse du ministère de la Justice : « Minute » n'est pas raciste. « Les attaques portées par l'auteur de cet article contre les Algériens vivant en France, affirmait le ministre, ne visent pas directement la race ou la religion à laquelle ils appartiennent, mais leur qualité de ressortissants d'un Etat (...). Les éléments fournis par les seuls articles publiés dans l'hebdomadaire précité n'apportent pas d'éléments suffisants au ministère public pour lui permettre d'engager des poursuites. » La lettre est signée : René Pleven. Et « Minute » continue.

→

## Alabama sur-seine →

La loi est impuissante : il faut donc la changer. Depuis des années, et en dépit de nombreuses propositions, le gouvernement s'y refuse. Pourquoi ? La France n'est pas raciste ? Comment expliquer alors que l'on contraigne les travailleurs nord-africains ou noirs à vivre dans des foyers-taudis révoltants ? Comment expliquer alors qu'on les entasse à la périphérie des villes, loin des regards, dans les bidonvilles ? Le racisme, c'est aussi cela. Des réalités quotidiennes. Une certaine idée des autres et une certaine idée de la politique et de la société : toute forme de racisme peut être utile au Pouvoir pour canaliser des mécontentements.

L'exemple vient des hommes publics eux-mêmes. Pendant les dernières élections municipales, à Toulouse, Pierre Baudis expliquait par tracts qu'il empêcherait de transplanter le camp de Ginestous (bidonville de gitans et d'immigrés) sur le territoire communal : « Si Louis Bazerque est élu, les travaux commenceront prochainement. Pierre Baudis s'est toujours opposé formellement à ce projet, si néfaste pour vous. Aidez Pierre Baudis à sauvegarder la tranquillité de votre quartier. » Le plus grave est que Baudis a été élu.

Quelquefois, aussi, l'exemple surgit d'où on ne l'attend pas. D'un manuel de sténographie, comme celui de M. et Mme Roy. Les élèves y apprennent à transcrire en sténo : « Les hommes de tous les pays ne se ressemblent pas. Les plus forts et les plus intelligents sont les Européens : ils ont la peau blanche et les cheveux souples. »

MICHELE BACKMANN

# Bidasse au féminin



**Les uniformes des volontaires féminines.**

Recrutées depuis le 1er janvier, incorporées à partir du 1er mai, les volontaires du service national féminin vont faire une apparition — sur la pointe des pieds. Elles ne seront que quatre cents à la fin de l'année. Mais cinq mille en 1975, quand s'achèvera la période d'essai du service féminin.

Qu'elles soient infirmières, secrétaires, puéricultrices, monitrices de jeunesse, hôtesses ou interprètes, elles ne se permettront aucune incursion dans le civil et seront affectées dans les services administratifs, sociaux et sanitaires des Armées.

Au bout de douze mois, les unes rempileront, les autres retourneront à la vie civile, munies de certaines facilités ou priorités d'embauche.

L'entreprise semble modeste. Mais elle suscite bien des espoirs. Les bureaux de recrutement ont déjà reçu plusieurs milliers de demandes. La majorité des candidates ont autour de dix-huit ans, elles viennent des milieux populaires et leur avenir professionnel est incertain. Les perspectives d'emploi étant ce qu'elles sont, il est probable que l'affluence se maintiendra.

Une telle évolution peut justifier l'opposition qui se rencontre dans les syndicats, les mouvements féminins, les organisations de jeunesse : « Nous ne sommes pas hostiles à l'idée même d'un service féminin (que bien des militantes pratiquent déjà dans des associations volontaires) ; mais, actuellement, on essaye de masquer les carences d'une politique, d'apporter de fausses réponses à de vrais problèmes, tels que la formation professionnelle féminine. » Mais la présence de milliers de candidates en attente peut aussi être utilisée par les partisans d'un service civil généralisé.

## A bas prix

Aura-t-on le cœur de repousser cette jeunesse qui, Michel Debré le notait déjà en 1970, est prête à se dévouer, « même pour des sommes très modestes et sans autre bénéfice » ? Ressortira-t-on les projets qui ont fleuri ces dernières années ? Celui, par exemple, de Pierre Buron, député U.d.r. Constatant que « les besoins en effectifs des affaires sociales sont un gouffre sans limites », cet U.d.r. de la Mayenne a proposé un service social féminin qui résoudrait à bas prix bien des problèmes « dans les garderies scolaires, les écoles maternelles, les colonies de vacances et les classes de neige, ou encore auprès des personnes âgées, des inadaptés, des handicapés ».

Mis de côté, de tels projets n'ont pas été abandonnés. « Il y aura, disait Debré, par la force des choses, un appel aux jeunes femmes pour un service civique... Je demande seulement que, dans les mois qui viennent, cette idée fasse dans les esprits les progrès qu'elle mérite. »

Le gouvernement attend-il de l'expérience en cours qu'elle fasse progresser les esprits ? Rien ne permet de l'affirmer. Cependant, les anciens fantassins savent qu'en bonne tactique, l'infiltration précède l'assaut.

DANIEL MITRANI

Une nouvelle griffe du Prêt-à-Porter Féminin :

CREE ET DIFFUSE PAR

Georges & Albert BENDER

DANS LE MARAIS - PARIS

128, rue de Turenne - PARIS (3e) - TUR. 57-57

# La pollution dans la tête



PAR HENRI-FRANÇOIS REY

Que Paris soit massacré systématiquement par les plus mauvais architectes du monde, au service des promoteurs les plus tarés du monde, soutenus par le pouvoir le plus affairiste du monde, nous le savons.

Que, demain, la Provence soit empoisonnée par les rois de la bauxite et la forêt de Montmorency par les roitelets du plâtre, que les rivières soient transformées en égoût, que les voitures, ferrailles-fétiches du Pouvoir, envahissent absurdement la ville au point de ne plus pouvoir y rouler, nous le savons.

Que le camp de Larzac se multiplie par dix ou par cent, par la seule volonté de militaires qui n'ont rien d'autre à foutre qu'à justifier leur existence, que le plateau d'Albion soit le site d'un cirque atomique à crever de rire s'il n'y avait point de quoi pleurer, nous le savons aussi.

## Ratons résignés

Aucun syndicat, aucun parti n'a aujourd'hui les moyens d'empêcher le Pouvoir d'agir à sa guise, dans une France qui est devenue sa propriété personnelle, dans une France qu'il a colonisée, où chaque Français, qu'il soit d'accord ou non, est devenu un indigène, un bougnoule, un crouillat, un raton, qui n'a qu'à bien se tenir, c'est-à-dire se taire, s'il ne veut pas tâter de la trique. Ratons, voilà ce que nous sommes et, apparemment, résignés à l'être.

Vous me direz que nous avons le triste destin d'être dirigés par un capitalisme sauvage et impudent, par une bourgeoisie bornée et sans imagination, qui se croit tout permis au nom du fric, du profit et de l'héritage. Nous avons la bourgeoisie la plus bête du monde, qui, tel le catopéblas, se dévore les pieds en croyant se nourrir, massacre ce qui la fait vivre, ne voulant pas voir plus loin que le bout de son compte en banque.

En Angleterre, en moins de deux ans, la Tamise est redevenue une rivière vivante et saine. En Amérique, depuis dix ans, on ne construit plus ni autoroute ni parking dans les villes, et la politique anti-pollution enregistre des progrès concrets. Et pourtant, en Angleterre, aux Etats-Unis, ils ont aussi, oh combien ! leur bourgeoisie. Ils ont aussi leurs capitalistes. Mais il faut croire que, si avides soient-ils, ils sont au moins intelligents, capables de prévisions, ne se contentant pas de profits immédiats ni des combines au coup par coup de nos capitalistes à nous.

## Ubu prophète

Il ne peut y avoir de réforme, ou de révolution, et peu importe pour l'instant le terme, que si, qualitativement, la condition même de la vie de l'homme est transformée radicalement dans le sens du mieux vivre, bref du bonheur. Et ceci doit avoir force de loi, mais cette loi est justement celle que, jusqu'à présent, tous les Etats, quels qu'ils soient, ont méprisée avec une admirable constance. Et, pour mieux étayer ce mépris de fer, les Etats, tous les Etats, ont inventé, dans la toute-puissance de leur paranoïa, une pollution systématique, radicale, lancinante et constante : la pollution des esprits. Et il ne servira jamais à rien de lutter contre la pollution physique sans commencer par combattre cette pollution-là : la pollution dans la tête. La pollution quotidienne, qui anesthésie et anihile tous ceux qui en sont les victimes, et il s'agit de la majorité. Pollution physique et mentale sont une seule et même chose, Janus au double visage, l'un hideux, l'autre bonasse et rassurant, à gueule de Guy Lux, de Sheila ou de Mireille Mathieu, ou de n'importe qui complice de cet abrutissement et de cette asphyxie.

Il faut se le dire et se le répéter : jamais le monde n'a connu une telle entreprise de crétinisation, jamais l'homme n'a été si puissamment cocufié, avec autant de science, de subtilité et d'habileté. La technique est au point, c'est celle du martellement et de la répétition, celle du clou que l'on enfonce en douceur dans la tête, et elle s'applique à tout, aussi bien à la radio qu'à la télévision, à la presse à sensation qu'à la publicité. Les politiciens n'ont plus besoin de mentir, les mass-media ont pris le relais avec cette fière devise : « Nous mentons pour vous. » Les machines à décerveler sont en place. Ubu était prophète.

## Lunettes roses

Tous les coups sont permis à une certaine « grande presse », Philosophie reprise par la publicité, qui insiste et délire sur ce paradis retrouvé que sont, paraît-il, nos sociétés concentrationnaires. Je gage qu'en une seule journée d'écoute et de vision attentive de la télévision n'importe qui peut, n'importe quel jour, relever une dizaine de graves contre-vérités et une vingtaine de déformations des faits.

Il va de soi que tous ceux qui se croient à gauche — et la gauche est avant tout une morale — doivent, avec obstination et persévérance, s'attaquer à ce problème-là, celui des mass-media, de leur pouvoir bénéfique ou maléfique. Sans quoi, le jour, que je crois proche, où la générosité sera enfin au pouvoir, elle n'aura plus d'objet. Car elle sera à la disposition de zombies définitivement cocufiés et anesthésiés, qui n'en sauront plus que faire.

# Sulzberger dans le tourbillon













Pour des millions d'Américains, Cyrus L. Sulzberger, c'est le « New York Times ». Peu de journalistes se sont autant identifiés à leur journal. Il y est entré en 1934, comme reporter. Il y est encore, comme éditorialiste (trois éditoriaux par semaine). Aussi bien doit-il tenu pour l'un des hommes qui ont le plus contribué et contribuent encore le plus à « faire » l'opinion américaine.

A ce seul titre, la publication de « Dans le tourbillon de l'Histoire », (Albin Michel), premier tome de ses souvenirs, couvrant la période 1934-1954, est un événement. Non seulement Sulzberger a approché de près les géants, ou supposés géants, de l'époque, Eisenhower, Khrouchtchev, Churchill, de Gaulle, Nehru, Tito ; non seulement il a été avec plusieurs sur un pied de grande intimité, mais ses souvenirs sont, en vérité, un journal. Le journal qu'il a tenu au cours de ses incessants voyages à travers l'Europe de la guerre et de l'après-guerre, tantôt à Athènes, tantôt à Sofia, ou à Paris, ou à Moscou, ou au Caire. Chaque soir, son « papier » expédié, il notait pour lui, au vol, ses rencontres du jour, ses conversations, ses enthousiasmes, ses colères. Tout cela dans le feu de l'action, sans apprêt. Surtout, semble-t-il, non retouché, livré aujourd'hui tel quel, dans le mouvement même d'une vraie vie.

Evidemment, si l'on cherche l'ordre, l'ordre analytique de la compréhension a posteriori, on sera déçu. Mais si l'on préfère apprendre comment la vérité de tel événement, ou de tel homme, s'est dégagée peu à peu, à grand-peine, d'un tumulte d'apparences « tourbillonnantes », on sera comblé : Sulzberger est un guide très sûr. Assez souvent il a vu clair un peu avant tout le monde, spécialement dans la politique balkanique de l'U.r.s.s. Souvent aussi, il s'est trompé, comme tout le monde. Seulement, il ne le cache pas. Un certain genre prophétique n'est pas son genre.

Il ne se prend pas non plus pour un écrivain. En quoi il a tort. On l'a comparé à Hemingway. C'est trop. Mais il est très bon qu'il écrive presque toujours comme cela lui vient, en journaliste : spontanément, avec simplicité, avec **appétit,** et un sens du détail jamais en défaut. D'où une galerie de portraits — de tableautins — auprès desquels les évocations ultre-littéraires du Malraux des « Antimémoires » font figure de grandes machines assez froides. Son portrait, précisément, de Malraux (ce que ce grand lyrique peut dire quand il dit n'importe quoi !) est un chef-d'œuvre d'humour certes pas involontaire.

Tout ce qu'il rapporte de ses entretiens avec le personnel politique français de l'après-guerre — de Gaulle, Thorez, Pleven, Mollet, Robert Schuman — est d'un même intérêt. La rencontre de ce « Sulz » si vif, si perçant, avec Laniel, « homme large, gras, le visage rouge, qui ressemble à un crémier normand et parle de même », est un beau moment ! En revanche, accord facile, immédiat, avec Blum ; et l'on ne peut parler d'Auriol plus équitablement.

## Le Tout Moscou

Le seul défaut de ce gros livre tient à sa richesse même et à un essai de classement, forcément arbitraire, d'une telle masse de souvenirs dont l'auteur s'est honnêtement interdit de rien retrancher. Le résultat en est une relative dispersion de l'attention, quelques « doublons », parfois une impression de « déjà lu ». Défaut certes mineur, mais qu'on est en droit de regretter quand on voit où Sulzberger peut atteindre quand il choisit de brasser ses notes dans un récit en règle. L'évacuation sous la neige, en octobre 1941, du Komintern et du Tout Moscou vers la lugubre Kouybichev est superbement racontée. On voit passer Ehrenbourg, avec qui l'auteur n'est pas tendre, mais c'est à Gogol plutôt, et à Tchekov, qu'on pense.

Cependant le plus passionnant est encore, à mon sens, dans ce qui n'est pas dit : la façon dont presque à chaque fois, instinctivement, Sulzberger, indépendant et honnête — quoique indépendant et honnête — tire de toute chose la leçon, ou la vérité, la plus convenable, ou la plus vraisemblable, pour l'opinion américaine. Souvent il faut lire entre les lignes, ce qui est un comble pour un pavé de 700 pages, que deux autres vont suivre ; mais qui explique aussi qu'on en redemande.

A suivre, et vivement !

GEORGES CONCHON

# Policier et citoyen

***Mai 1968:** pour les policiers, des nuits de charges, de bagarres, et l'impression d'être les mal-aimés du pays. Ils en sortiront traumatisés et le malaise dure encore.*

*Un homme, Gérard Monate, connaît bien le policier, ses problèmes et ses doutes. A 48 ans, ce titi parisien de forte corpulence est le secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de Police. A elle seule, la Fédération regroupe 70 % des effectifs en tenue.*

*Aujourd'hui, Gérard Monate fait le point sur le sujet dans un livre : « La police : pour qui ? avec qui ? » (Editions Epi). Il y pose autrement qu'en termes de répression les problèmes du policier : en souhaitant qu'il devienne enfin un policier-citoyen.*

*Là encore, il s'agit d'idées que le programme du P.s. défend en réaffirmant le principe posé par la Déclaration des droits de l'Homme : « cette force (publique) est instituée pour l'avantage de tous et non pour l'utilité de ceux auxquels elle est confiée ». Voici les extraits les plus significatifs de l'ouvrage de Gérard Monate (*).*



En vérité, on connaît mal la police et l'on se fait d'elle une certaine idée bien éloignée de la réalité. Or, la police officielle est une institution d'Etat qui obéit à des lois et règlements stricts et, malgré les désirs qui apparaissent de temps à autre, elle ne peut être une arme aveugle dont l'on dispose à son gré. Constamment et sourdement, il y a lutte entre les policiers conscients de leur rôle, de leur mission, de leur métier, de leurs droits et de leurs devoirs, et tous ceux qui, de l'intérieur ou de l'extérieur, souhaitent les voir devenir l'instrument d'une répression aveugle et arbitraire.

Et puis, et surtout, il y a la confusion entretenue autour de la police ou plus exactement des polices — elles sont tellement nombreuses de nos jour (...).

Il faut fixer des barrières solides pour protéger les libertés individuelles. Les policiers veulent d'ailleurs jouir également de ces libertés et la très grande majorité d'entre eux ont conscience du pouvoir important qu'ils détiennent de par la loi, ne serait-ce que le droit de contrôle d'identité d'un particulier, pour ne pas admettre la nécessité de fixer des barrières très nettes garantissant les libertés.

Corps auxiliaire de justice, nous entendons que notre mission reste délimitée, et en définitive, le meilleur moyen d'éviter les divergences est de laisser notre mission dans le cadre exclusif prévu par la loi et la Constitution (...).

Pour notre syndicat, la défense morale de la profession passe par cette vérité : jamais les forces de police ne devraient être engagées contre une manifestation dont le caractère est légitime (...).

## Et la politique ?

Le policier fait une carrière moyenne, évoluant entre vingt-cinq et trente années de service : il peut donc connaître parfois plusieurs régimes, sûrement plusieurs gouvernements et plusieurs mutations dans les majorités. Il doit donc, s'il veut assurer sa sécurité d'emploi, veiller à ce que les directives qu'il reçoit soient en conformité avec la loi, la Constitution et sa conscience.

C'est le droit d'interrogation indiscutable sur la légalité d'un ordre que nous nous sommes arrogés et c'est pour cela que l'on nous accuse parfois d'être engagés politiquement dans l'opposition.

Or, cela n'a rien à voir. Quels que soient les régimes, quelle que soit la couleur du Gouvernement, nous agissons de la sorte. La fonction doit être indépendante et ses effectifs ne doivent jamais être utilisés en organisations partisanes (...).

Il ne faut pas oublier que contrairement à l'armée, la police est un organisme civil où chaque membre répond de ses actes personnels, l'exécutant d'un ordre illégal est aussi répréhensible et sera condamné aussi sévèrement que celui qui a donné l'ordre (...).

L'on pose constamment la principe de l'indépendance de la justice pour garantir les libertés, ou de l'autonomie de l'information pour la rendre objective, mais seul notre syndicat a posé les mêmes principes pour la police, sans beaucoup d'échos jusqu'à maintenant. Et pourtant c'est un problème d'une importance aussi grande que les deux autres (...).

En vérité, les policiers sont des citoyens identiques aux autres. Ils comprennent, selon une règle générale : des braves gens, des moins braves, des sévères, des despotes, et dans des proportions similaires à celles reconnues pour les habitants de ce pays (...).

Il n'y a pas d'école préparatoire au métier de policier, et le recrutement est très varié. Il y a peu de vocations de policier, ce sont bien souvent des considérations familiales, le besoin d'avoir une situation, le chômage, la pauvreté en emplois de certaines régions, qui conduisent un grand nombre de jeunes à entrer dans notre profession.

Mais aucun ne connaît le métier et ses variantes, et c'est pourtant en quatre mois que l'on se propose d'en faire un policier averti apte à répondre à toutes les circonstances.

Là encore, il y a de graves lacunes et il est urgent que le Gouvernement et l'Administration se penchent sur cet important problème qui conditionne indiscutablement tous les rapports Police-Population (...).

Que les lecteurs retiennent surtout de ce témoignage le fait que des policiers luttent sans cesse pour que tous les citoyens puissent jouir pleinement de la liberté. C'est le vœu que je fais.

---

*** Chaque semaine nous présenterons ainsi un livre caractéristique sortant en librairie.**

# Les gêneurs à la trappe

Voilà, c'est fini. Antoine s'est remis à sarcler ses rangs de vigne avec application. La vie continue, là-bas à Cabrespine, aux contreforts de la Montagne Noire, dans l'Aude. C'est, l'autre jeudi, l'épilogue du « Temps d'un été », un film de Maurice Failevic. Et l'on se tait. A cause du choc. Du coup au cœur.

Jamais, sans doute, la télévision n'a montré les paysans comme ça. Avec cette chaleur et cette lucidité. Jamais, non plus, n'a été aussi éclatante la réussite de ce que, dans un jargon approximatif, on a baptisé « l'écriture par l'image ». C'est-à-dire, simplement, la télévision de la vie, dans la vie.

Pourtant, la belle aventure s'achève pour cette école du renouveau dramatique à la télévision. La direction de l'Office, en effet, ne veut plus de cet art d'empêcher d'assoupir en rond que fut — brièvement — « l'écriture par l'image ».

Car c'est bien là le crime des Krier, Seban, Chouchan, Polac, Failevic et autres promoteurs de l'expérience : ils ont essayé de traiter des thèmes d'aujourd'hui, d'amorcer un débat, de favoriser une réflexion, bref, d'aiguiser la sensibilité du téléspectateur. Pour mieux approcher les réponses aux interrogations de notre époque, disait Maurice Cazeneuve, alors directeur de la 2e chaîne, « ils ont, tout simplement, un instrument prodigieux : la caméra. Avec elle, écrivant avec des images les histoires au fil des jours, ils fixent le visage de notre temps ».

Seulement voilà, elle n'est pas toujours brillante, la réalité quotidienne. L'adolescent inquiet du « Fils unique » (Michel Polac), le cadre déprimé d' « Une fatigue passagère » (Gérard Chouchan), l'ouvrier déclassé de « La belle ouvrage » (Failevic), ces héros vivaient tout haut sur le petit écran ce malaise que les téléspectateurs ressentent tout bas.

C'est comme la vie des vignerons languedociens du « Temps d'un été ». Jour après jour, la vigne à soigner pour vivre — plutôt mal — et les traites du tracteur arrivées à échéance... Et puis les femmes qui se font rares, parce qu'elles ne veulent plus être « paysannes », et les hommes jeunes qui voudraient bien ne pas « rester vieux garçons » et qui finissent, certains, par monter à Paris, pour gagner péniblement 1 000 francs par mois « dans les Postes ». C'est l'exode rural. La vie, en somme.



Failevic n'a pas montré autre chose. Mais il l'a fait magistralement, en appuyant son histoire de fiction sur une étude approfondie du milieu social où évoluaient ses personnages — à peine — imaginaires. La dramatique devient reportage. Avec humour souvent, mais surtout avec une évidence dans la démonstration plus implacable que n'importe quel débat dit d'information réunissant ministres et « spécialistes », statistiques en batterie.

C'est beaucoup. Beaucoup plus que l'O.r.t.f. n'en pourra supporter longtemps.

## LA CULTURE ATTENDRA

**La culture, ces jours-ci, devant ce tribunal innombrable qu'est la France télespectatrice, jouait son avenir. Elle allait savoir, à l'issue du combat où s'affrontaient les champions des deux thèses rivales, à quelles sauce elle serait accommodée.**

**Les deux antagonistes se battaient, nous dit-on, « à armes égales ». L'étaient-elles vraiment ? Le débat n'a de sens qu'à cette condition, sinon la supériorité d'une doctrine se fonderait sur la vivacité d'esprit, le sens de la répartie ou la richesse du dossier de tel ou tel de ses défenseurs. Un Roland Leroy moins habile, un Michel Habib-Deloncle plus mordant, et la situation était tout autre. C'est dire, en guise de préface, le caractère artificiel, incomplet et arbitraire d'une telle controverse, alibi que s'offre le monopole d'Etat pour laisser croire à son libéralisme.**

**Au départ, aucun des deux adversaires n'avait la partie belle. Le porte-parole des gens en place représentait une majorité qui consacre aux Affaires culturelles 0,4 % du Budget national et utilise pour sa propagande les moyens audio-visuels qui appartiennent à la Nation. L'avocat de cette mauvaise cause crut se tirer d'affaire en définissant une culture aristocratique et en n'accordant qu'un intérêt lointain aux conditions de travail, aux exigences matérielles de ceux pour qui la culture et « l'épanouissement » resteraient un luxe inaccessible et même interdit si l'Ecole ne les y avait pas préparés — une Ecole à qui ne seraient plus marchandés les crédits qu'elle attend.**

**Sur un autre plan, la tâche n'était pas plus facile pour Leroy. Il avait à répondre à une question vitale : est-ce qu'une plus juste répartition des richesses, voulue par le socialisme, doit forcément donner naissance à un régime policier et au conformisme étouffant d'une doctrine d'Etat ? Ici, Leroy se devait de multiplier les assurances : la création doit être totalement libre; l'essor créateur ne doit pas connaître d'entraves, ni la libre diffusion des idées, dans une société qui restera fidèle au pluralisme des partis. Nul n'a le droit de douter de la sincérité de ces intentions; mais, comme le pensait Togliatti à la fin de sa vie, la logique d'un système n'est-elle pas plus forte que les intentions des hommes ?**

**Ceux qui se réclament du socialisme, quelle qu'en soit la nuance, sont, en effet, quelque peu en porte-à-faux. Tandis qu'ils s'attachent à dessiner les contours de la France socialiste dont ils rêvent, ils ne peuvent accepter dans leur totalité les modèles que leur offriraient les Etats qui ont déjà accédé au socialisme. Et en retenir les « aspects positifs » laisse entendre qu'il en est d'autres qui le sont moins. Or, c'est bien sur les**

sans battre en brèche la fameuse «loi de séparation des genres» : pas de politique hors des émissions d'information. Comme si la politique, donc la vie dans ce qu'elle a de plus quotidien, s'arrêtait au seuil des arbitraires classifications imaginées par les fonctionnaires du Quai Kennedy...

## Débats partout

Déjà, les fonctionnaires ont imaginé plusieurs prétextes pour éliminer « l'écriture par l'image » : que l'improvisation ne mène à rien — mais les scripts d'un Krier ou d'un Seban couvrent leurs 150 pages grand format... Que ce n'est pas ça, « la culture » — mais on la chercherait souvent en vain, ailleurs, dans les programmes... Que, ultime argument, ce n'est pas « populaire » — mais « La belle ouvrage » de Failevic, par exemple, a suscité partout en France, dans les usines, plus de débats que n'importe quelle autre émission de télévision.

En réalité, cette télévision-là gêne. Elle ne tranquillise pas : elle montre la vie comme elle est. Elle doit donc aller à la trappe et disparaître. Simplement.

Chaque société a les créateurs qu'elle mérite.

GEORGES SIMON

**aspects négatifs que l'adversaire fait porter la querelle... Servitude et grandeur de la solidarité internationale ! Leroy aurait été plus convaincant si Brejnev n'internait pas les intellectuels récalcitrants dans des asiles psychiatriques, et si la liberté de l'essor créateur n'avait pas quelque peu souffert de la normalisation en Tchécoslovaquie...**

**Et la « Culture », dans cet affrontement ? Elle n'est pas encore fixée sur son sort. Elle attendra. Engagé entre deux interlocuteurs qui ne donnaient pas le même sens aux mêmes mots et orientaient leur propos l'un vers la métaphysique, l'autre vers les fondements matériels de la vie de l'esprit, le débat n'était plus qu'un dialogue de sourds. Il faudra, pour en venir à bout, un peu plus que deux heures d'horloge devant les caméras. Mais son enjeu, le socialisme dans la liberté, intéresse la terre entière.**

FRANÇOIS FONVIEILLE-ALQUIER

# Les nocturnes de Bresson

Si l'on retrouvait dans « Pickpocket » les thèmes de « Crime et châtiment », ces « Quatre nuits d'un rêveur », le dernier film de Robert Bresson, que l'on pourra voir dès la semaine prochaine, sont franchement inspirées d'une nouvelle de Dostoïevski.

C'est une œuvre sobre, rigoureuse, nue, mais moins calcinée qu'à l'ordinaire : la braise, ici, rougeoie encore sous le feu de Bresson. D'autant qu'aidé par la couleur, il fait œuvre de peintre et détache ses héros sur un Paris rouille et bleu de nuit. Un Paris transfiguré, qu'on reconnaît à peine.



C'est aussi parce qu'il veut régler gentiment leur compte aux critiques d'art, dont le jargon l'étonne, qu'un autre de ses personnages se lance dans une explication fumeuse, à la Raymond Devos, du rôle du peintre dans la société. Car ce janséniste du cinéma français, pour la première fois dans son œuvre, cligne vraiment de l'œil et ironise, revient sur la pointe des pieds à sa prime tendance : « Les Affaires publiques », moyen métrage aujourd'hui oublié, et création personnelle du jeune Bresson, en 1934, était franchement burlesque. Cela dit, s'attendre à rire en voyant « Quatre nuits d'un rêveur » serait trop. Sourire un peu suffira.

Mais, surtout, qu'on ne se braque pas devant ce très beau film. Il mérite attention. Et qu'on l'apprivoise. Dès lors, ce conte un peu sauvage devient une ballade.

De même, Bresson, lorsqu'il descend de ses étages et accepte de faire quelques pas sur les lieux de son film en l'expliquant, perd son allure de renard traqué parce qu'il s'est toujours refusé de piller la basse-cour de la production cinématographique traditionnelle. Pas d'acteurs. Encore moins d'adaptateurs ou de scénaristes.

« Dans « Quatre nuits d'un rêveur », avoue-t-il, j'ai voulu parler d'amour et de jeunesse. » De fait, au centre de la toile d'araignée — piège tendu par Bresson — trois jeunes, une femme et deux hommes. Le garçon n° 1 rencontre la fille, alors qu'elle s'embrouille dans son amour pour le n° 2. Le n° 1 va l'aider à déchiffrer cette équation bizarre qui la torture. Il s'éprend d'elle. Elle de lui, peut-être. Mais la volonté qu'elle mettra à posséder l'autre triomphera. La proposition est simple, quotidienne, à la limite du banal. Toutefois, voyeur attentif et hypersensible, Bresson ausculte ce trio et ses ondes secrètes.

« Plus que jamais, dit encore Bresson, j'ai fait appel aux qualités d'indifférence de ma caméra. Plus qu'au dialogue, c'est au rythme de mes images ou à leur automatisme que j'ai demandé de raconter l'histoire. J'ai volé à mes acteurs inconnus des gestes qu'ils faisaient par hasard sans être au courant du scénario qu'ils tournaient. C'est l'addition de ces hasards qui composent mon film. Ma caméra devient donc un outil mécanique d'analyse psychologique. Si je faisais appel à des acteurs professionnels — qui ne savent que copier ou recopier des sentiments qui ne leur appartiennent pas — ce serait l'échec de mon cinéma. En imitant des héros, les comédiens se vident. En improvisant malgré eux, mes personnages se remplissent et se révèlent. »

Il fallait bien ces quelques clés pour entrebâiller la nuit de ce cinéaste solitaire.

CHRISTOPHE LAURENT

# La rue reconquise

Il n'y a pas que la société qui soit bloquée. La rue l'est aussi. A Paris, comme en province, les « heures de pointe », les petits itinéraires sont devenus un des grands sujets de conversation. La « bagnole » est partout, envahissant rues et trottoirs, compressant les budgets, réduisant par sa multiplication les temps de loisirs. Les transports publics de surface s'engluent dans un trafic chaque jour plus incohérent.

La réalité s'inscrit en chiffres simples : dans la région parisienne, pour 7,5 milliards d'heures de travail fournies chaque année, les Parisiens en passent 3 milliards en transport, dont 1,3 en déplacement « domicile-travail ». En moyenne, ils « dépensent » 1 h 20 de leur temps libre quotidien en transport. Les Marseillais, 37 minutes. Aux heures de pointe, les autobus parisiens ne roulent qu'à 5 km à l'heure, les autobus marseillais, à 5,7 km. Et il en est de même dans toutes les villes de France: l'embouteillage semble être une des choses les mieux partagées. Le gâchis est énorme, gâchis de temps et d'argent. Mais c'est l'usure nerveuse, le bruit et la pollution atmosphérique qui font dire aux habitants des grandes métropoles que la vie dans les villes est devenue insupportable. Et l'avenir est loin d'être rose: il y avait 5 500 000 véhicules en France en 1960 et 14 000 000 en 1970. Il doit y en avoir 24 500 000 en 1985: 70 % d'augmentation.

A moins de raser le centre de nos cités, ce que Georges Pompidou appelle innocemment « adapter la ville à l'automobile », nous nous dirigeons, si des mesures radicales ne sont pas prises, vers l'embouteillage total, définitif.

Aussi bien est-il toujours passionnant de voir les responsables d'une grande cité prendre le problème à bras le corps, comme cela vient d'être fait à Marseille, sous forme d'une opération « priorité réelle transports en commun », qu'un envoyé spécial de « L'Unité » est allé suivre attentivement sur place.

Il est vrai que Marseille, du point de vue de l'asphyxie circulatoire, était exemplaire. Pour ses 1 100 km de rues et ses 6 millions de m2 de chaussée, 300 000 véhicules : soit 20 m2 par automobile. Dans 10 ans, si le rythme de croissance du parc motorisé se poursuit, il y aura 600 000 voitures. En 18 ans, la municipalité a dépensé 30 milliards pour la voirie. Avec, comme résultat, d'augmenter de 1 % par an la surface de chaussée disponible.

## Le lobby automobile

De surcroît, c'est sur la périphérie, dans les quartiers neufs, que cette augmentation a, pour l'essentiel, été réalisée. Le centre, lui, lieu de passage imposé, pôle d'attraction, n'a que fort peu bénéficié de ces améliorations. Or, selon une enquête de 1966, 262 000 voitures particulières transitaient chaque jour par ce centre. A cette date, il aurait fallu offrir 32 000 places de stationnement pour satisfaire la demande du monstre automobile, soit une superficie de 80 hectares. En 1975, il faudrait offrir 120 hectares pour absorber le stationnement, soit le tiers de la surface totale. Autant dire le raser. Raser un quartier où habite un Marseillais sur sept, où travaille un Marseillais sur trois. Et, parallèlement, les transports en commun, qui sont encore tous de surface, accusaient une baisse de fréquentation constante : la lenteur des autobus et le non-respect du rythme des fréquences de passages étant la principale cause de la désaffection du public. Avec le prix.

Le coût, la lenteur, la rigidité et l'inconfort des transports en commun chassent une partie toujours plus grande d'utilisateurs dans leur voiture. Le mécanisme que nous avons démonté à Marseille, on le retrouve partout : plus rapide et plus souple que l'autobus, plus confortable et d'un coût d'usage sensiblement égal, la voiture devient un refuge. A perdre une heure, autant être assis. Mais en « améliorant » son sort, l'automobiliste accroît les encombrements. Le résultat pour les autobus en sera une vitesse encore plus basse et un déficit croissant. Et cette réduction de vitesse incitera d'autres automobilistes à « choisir » leur voiture.

Au fil des années, ainsi, les transports en commun ne seront plus utilisés que par la seule clientèle qu'ils ne peuvent pas perdre, les « captifs »,





**La rue Saint-Férréol, à Marseille, pendant l'expérience.**

ceux qui n'ont pas encore de voiture, mais qui, sous l'influence de la société et de leurs conditions de transport, s'endetteront dès que possible pour s'acheter... une voiture.

En France, l'industrie automobile emploie 300 000 salariés ; ses industries annexes, 200 000. Et 12 millions de tonnes d'essence sont produites chaque année. Le lobby de la voiture n'est donc pas un simple groupe de pression parmi d'autres. Formidablement puissant, il peut, au niveau du Pouvoir, faire avorter toute tentative de limitation de son influence. C'est Yves Aubin, secrétaire général de la Chambre syndicale des constructeurs d'automobiles, qui, en mai 1970, déclarait : « En tout état de cause, généraliser l'interdiction de l'usage de la voiture en ville ne résoudrait pas les difficultés des transports en commun. Si un grand nombre d'automobilistes devaient abandonner leur voiture pour aller à leur travail, les transports en commun déjà trop encombrés au heures de pointe, ne pourraient satisfaire la demande supplémentaire que sous réserve d'investissements, non seulement coûteux, mais difficilement rentables puisque la population se refuse largement à avoir recours à ce mode de transport aux heures creuses ».

Résumons : n'incitons pas les automobilistes à renoncer à leur voiture, car les transports publics seraient incapables d'absorber ce supplément de clientèle sans recourir à des investissements non rentables. Cette rentabilité étant, en définitive, fonction de ceux qui utilisent leur voiture en dehors des heures de pointe!

Mais faut-il juger un service public sur sa rentabilité ? Faut-il, pour une seule industrie et pour les bénéfices de ses propriétaires, « geler » le centre de nos villes ? La liberté a d'étranges vertus... Quant aux solutions envisagées par les constructeurs, ce sont des solutions « lourdes » en investissements : autoroutes pénétrantes, etc. En quelque sorte, avec un an d'avance, la formule de Pompidou : adapter la ville à l'automobile.

## Un succès

Voyez Paris : malgré la paralysie croissante, malgré les avertissements, le Pouvoir n'envisage que l'accroissement du prix des contraventions ou des ouvrages du type « voie express rive gauche », qui, d'après certains responsables de l'administration, coûtera 50 milliards d'anciens francs. Avec, comme seul résultat certain, d'amener encore plus de voitures au cœur de Paris !

Mais on ne joue pas impunément avec le tissu urbain. Au cours des siècles, les villes se sont construites en réalisant un compromis entre les surfaces réservées à l'habitat, aux échanges de biens matériels et aux services et l'espace réservé aux déplacements. « Consommant » dix fois plus d'espace que le transport en commun, la voiture impose une modification de ce compromis en sa faveur. Or, il ne saurait être question, sous peine, non seulement de défigurer, mais de tuer le centre, de le remodeler, si ce n'est avec prudence.

De surcroît, la voirie, principale bénéficiaire des investissements faits par les collectivités locales, mérite-t-elle un traitement de faveur? Outre que les investissements sociaux (logements, crèches, écoles) semblent plus utiles, trop souvent les investissements faits pour améliorer la circulation n'aboutissent pas aux résultats escomptés : on a simplement, et à grands frais, déplacé le problème.

Pour la municipalité phocéenne, « la seule chose qu'elle ne pouvait se permettre, c'était de rester les bras croisés, face à une situation qui s'aggrave ». Pour elle, comme pour toutes les villes de France, le dossier circulation a trois volets: l'augmentation globale du trafic, l'inadaptation de la voirie au trafic automobile, la difficulté croissante d'assurer la circulation des moyens de transport collectif de surface. Outre l'ensemble de mesures « techniques » — couloir pour bus, feux coordonnés, signalisation, tunnel et toboggans — et les études entreprises pour la construction d'un métro, une double action fut décidée : favoriser l'utilisation des transports en commun, tout en dissuadant les Marseillais d'employer leur voiture particulière. Durant vingt jours, au mois d'octobre, des expériences eurent lieu, portant sur le stationnement, la réservation de rues aux transports en commun, le prix de ces derniers, etc. Le tout fait avec un art de la publicité qui explique peut-être le succès de l'opération. Car celle-ci fut un succès. Et, le 15 février, les mesures les plus efficaces seront appliquées à titre définitif.

Pour l'essentiel, il s'agit de l'interdiction de stationner dans le centre de la cité, à l'exception de 264 places « autorisées » de 14 à 19 heures, l'interdiction faite aux voitures particulières de circuler dans une des

→




# Interlinge fait la mode (hospitalière) de Dunkerque à Port-Vendres.

**AUX ASSISES HOSPITALIERES**
**du 6 au 10 février 1972**
**Porte de Versailles**
**Stand R.I. - R.2. - Allée A**

Une mode peut être "louable" pour beaucoup de raisons.
Parce qu'elle est pratique, d'abord. Et ceci est capital pour la mode hospitalière, qui doit remplir des fonctions techniques précises. La mode Interlinge est pratique.
Parce qu'elle est élégante, ensuite. Pourquoi pas ? Le paysage intérieur d'une clinique où l'on a "du chic" ne peut que remonter le moral du malade. La mode Interlinge est élégante.
Louable enfin, parce qu'on peut... la louer, et non l'acheter. Méthode moderne, qui supprime des investissements lourds (linge, vêtements, buanderie, réparations, personnel supplémentaire...). Méthode Interlinge.
Dans toute la France, Interlinge vous fournit en location chaque pièce de l'habillement hospitalier, repensée, et adaptée éventuellement à vos desiderata - et la reprend sale chaque semaine en vous apportant la rechange propre.
C'est le "Service complet location", opérationnel sur tout le territoire.
Pour connaître l'entreprise Interlinge la plus proche de votre établissement, envoyez simplement votre carte avec la mention "Information S V P" à
**INTERLINGE - 20, rue Cernuschi - Paris 17e**
**Tél. 924.47.24**

**interlinge**

# La rue reconquise

trois « grandes rues » de la ville — en l'occurrence la rue Saint-Ferréol — des modifications de parcours pour deux lignes d'autobus, afin de créer un axe nord-sud, instituant ainsi une épine dorsale à la ville.

## L'autobus gratuit

En plus d'une amélioration générale des conditions de circulation, les résultats sont éloquents :

— un renversement de la tendance en ce qui concerne le nombre de voyageurs utilisant les transports en commun ;

— une augmentation sensible de la vitesse des autobus. Sur la ligne nord-sud, 19,4 km/h dans un sens (au lieu de 7,2) et 9,6 km/h dans l'autre sens (au lieu de 5,5) ;

— une amélioration de la régularité des passages ;

— une diminution sensible de la pollution. La teneur en oxyde de carbone est passée, dans la rue Saint-Férréol, de 18,8 parties par million avant l'expérience, à 3,6 ;

— une légère diminution du bruit ;

— une enquête d'opinion faite auprès de « nouveaux » utilisateurs des transports en commun a montré que 48 % de ceux-ci avaient l'intention d'utiliser régulièrement, à l'avenir, l'autobus; et 38 %, quelquefois;

— si la journée à demi-tarif n'a que peu modifié le trafic (+ 6,3 %), la journée gratuire a connu un succès certain : + 100 %. Succès prouvant, à la fois, l'existence d'une clientèle disponible dès que le prix n'est plus un frein, et la capacité d'absorption des transports en commun (550 000 voyageurs, au lieu de 280 000 en temps normal). Cette augmentation n'ayant que peu joué durant les heures de pointe, la gratuité a eu comme résultat de « gommer » les heures creuses.

Ce n'est pas un hasard si, à l'exception de Paris, où toutes les mesures sont d'ordre répressif, un certain nombre d'expériences ont été tentées en 1970. Lyon, Toulouse, Nice, Marseille, Montpellier, Belfort. Mais ces tentatives sont parfois ambiguës. Si certaines se caractérisent par la volonté de rendre au piéton et aux transports en commun les droits qu'ils avaient perdus, d'autres, qui se limitent à des aménagements de détails, ne pouvaient qu'échouer. « Il faut en finir avec la thérapeutique du cachet d'aspirine. Vienne le temps du courage politique pour résoudre la crise du transport parisien. » André Chaudières, président du Comité consultatif économique et social, en septembre, a lancé aux pouvoirs publics cet avertissement clairvoyant.

Le courage politique impose, nous semble-t-il, de résister à la tyrannie de la voiture. Il n'existe pas de fatalité faisant du centre de nos villes des garages encombrés. Le piéton, cet homme d'un autre siècle, a le droit de reconquérir la rue. Il en a même le devoir. Face à un capitalisme étendant à tous les domaines le règne de la marchandise, il est possible d'imposer la notion de service public non rentable. Car la rentabilité ne se calcule pas seulement au niveau comptable, mais en qualité de vie.

ANTOINE VIOLET

## GASTON DEFFERRE ET L'EXEMPLE MARSEILLAIS

**Marseille. Une ville toute en longueur, au relief tourmenté. Une ville « à problèmes », en pleine mutation. Depuis 1953 M. Gaston Defferre en est le maire. Il a bien voulu répondre à nos questions.**

● **« Lorsque j'ai été élu, le budget était en déficit depuis quarante-neuf ans. Les charges de fonctionnement représentaient 89 % du total et celles d'investissements, 11 %. Nous avons remis de l'ordre dans les finances. Aujourd'hui, 50 % du budget sont consacrés à l'équipement. Pour la voirie, 30 milliards ont été dépensés en 18 ans. Voies nouvelles desservant les quartiers périphériques, tunnel du Vieux-Port, etc. Certains quartiers de Marseille vont être remodelés. Mais, quelle que soit l'ampleur des travaux de voirie, nous arrivons tout juste à compenser l'accroissement du trafic. En vingt ans, le nombre de voitures en circulation est passé de 50 000 à 300 000.**

● **Notre objectif est de libérer le centre de la ville de la « pression » des véhicules individuels, pour permettre aux transports en commun de surface d'être plus rapides, plus efficaces. Ainsi, un certain nombre de ceux qui utilisaient leur voiture pour les liaisons domicile-travail seront incités à emprunter les transports en commun.**

**Les mesures que nous venons de prendre, après diverses expériences, ne sont qu'un début. Pour que l'amélioration soit durable, il nous faudra les étoffer, améliorer la voirie par d'autres grands travaux, construire un métro. Pour l'instant, le budget municipal ne pourrait pas supporter la gratuité des transports en commun. J'ai déposé une proposition de loi tendant à mettre à la charge des employeurs un versement au bénéfice des réseaux de transports en commun. Avec une taxe de 1 %, nous pourrions résorber le déficit, puis jouer sur les prix.**

● **L'impact de nos expériences sur l'opinion publique a été certain. Et contrairement à ce que certains pouvaient penser, elle nous a soutenus. Il faut dire qu'outre les commissions extra-municipales spécialisées, les élus sont en contact permanent avec les représentants des Comités d'intérêts de quartier. Pour notre expérience, nous avons créé un Comité de soutien comprenant une vingtaine d'organisations. Ainsi nous avons fait comprendre aux Marseillais que le succès de nos tentatives dépendait de leur participation.**

● **Une telle expérience, dans un domaine réputé difficile montre que seule l'élection confère une véritable autorité. Mais la responsabilité des conseils municipaux doit être renforcée. Comme toutes les villes de France, nous subissons la tutelle parisienne. Bien sûr, la taille de Marseille nous permet d'élever la voix, mais il conviendrait que les décisions prises par les conseils municipaux puissent être exécutées avant que les autorités de tutelle donnent leur approbation. Car il faut parfois cinq ans pour qu'un ministère nous donne le feu vert. Nous pensons qu'un contrôle a posteriori permettrait à toutes les municipalités d'agir lorsqu'il le faut. »**

# Bande à part

**Par Colin**

"PERSONNES ASTREINTES A UN SERVICE OU A UN TRAVAIL"
IN: CONSTITUTION AMERICAINE
EUPHÉMISME POUR LE TERME "ESCLAVE"
THOMAS JEFFERSON
PARCE QU'ELLE EST NOIRE ET AMERICAINE
FEMME ET INTELLECTUELLE
COMMUNISTE ET MILITANTE
ANGELA DAVIS EST EN PRISON!
CALIFORNIE
SAN FRANCISCO
LOS ANGELES
SAN DIEGO
C'EST PARCE QU'ELLE ETAIT LE SEUL PROFESSEUR DE PHILOSOPHIE CAPABLE DE DONNER UN COURS SUR LA DIALECTIQUE DE HEGEL, QUE ANGELA DAVIS FUT NOMMÉE A L'UNIVERSITÉ DE SAN DIEGO
AUX ETATS UNIS LA PHILO S'ARRÊTE AU XVIIIe SIÈCLE.

# La dialectique de l'oppression et de la liberation

## 1er cours à l'université de Californie du Pr Angela Davis

TIRÉ DU LIVRE "ANGELA DAVIS PARLE" AUX EDITIONS SOCIALES 1971 - 3F,20

"LES NOIRS ONT MIS A NU LES FAIBLESSES DE LA LIBERTÉ, CELLES DE SA PRATIQUE, MAIS AUSSI CELLES DE SA FORMULATION THEORIQUE ELLE MÊME.
SI LA THEORIE DE LA LIBERTÉ DEMEURE SANS RAPPORT AVEC LA PRATIQUE DE LA LIBERTÉ, OU PLUTOT EST CONTREDITE DANS LA REALITÉ CELA SIGNIFIE QU'IL Y A QUELQUE CHOSE D'ERRONÉ DANS LE CONCEPT LUI MÊME.
EXISTE-T-IL UNE POSSIBILITÉ DE LIBERTÉ A L'INTERIEUR DE LA SERVITUDE ?
LE MAITRE EST TOUJOURS SUR LE POINT DE DEVENIR L'ESCLAVE ET L'ESCLAVE POSSÈDE LE REEL CONCRET DE SE METTRE TOUJOURS DANS CETTE SITUATION, SUR LE POINT DE DEVENIR LE MAITRE.
"JE CROIS POUVOIR DÉMONTRER LA VERITÉ DE CETTE PROPOSITION... FREDERICK DOUGLASS VIENT D'AVOIR L'EXPERIENCE POIGNANTE D'AVOIR A TRAVAILLER JUSQU'AU POINT OU IL S'EFFONDRE PHYSIQUEMENT ... ET UN JOUR▷
INSTINCTIVEMENT FREDERICK DOUGLASS SE DEFEND
AU SECOURS!
NOUS DEVONS NOUS DEMANDER CE QUI SE PASSE ICI
COVEY RECONNAIT IMPLICITEMENT LE FAIT QU'IL DEPEND DE L'ESCLAVE NON SEULEMENT AU SENS MATERIEL, NON SEULEMENT POUR LA PRODUCTION DE LA RICHESSE, MAIS AUSSI POUR L'AFFIRMATION DE SA PROPRE IDENTITÉ
LE FAIT QU'IL APPELLE TOUS LES ESCLAVES PRESENTS A L'AIDER A VAINCRE FREDERICK INDIQUE QU'IL DEPEND DE CETTE AFFIRMATION DE SON AUTORITÉ — ILS LA REJETTENT TOUS, ET IL SE TROUVE ABANDONNÉ, DANS LE VIDE, ALIÉNÉ DE LUI-MÊME
ET MAINTENANT ESPÈCE DE CANAILLE VA A TON TRAVAIL!
COVEY NE TENTA JAMAIS PLUS DE LE FOUETTER. CET INCIDENT FREDERICK DOUGLASS LE DECRIT COMME LE TOURNANT DECISIF DE SA VIE D'ESCLAVE."

PARCE QUE LE COMBAT D'ANGELA DAVIS EST UNE FACE DU COMBAT DE TOUS LES NOIRS ET DE TOUS LES PROGRESSISTES AMERICAINS
PARCE QU'ELLE LUTTE POUR LE SOCIALISME SES ACCUSATEURS L'ONT MISE AU SECRET SA VIE EST EN JEU.
PARCE QUE C'EST UN COMPLOT RACISTE CONTRE LA RAISON ET L'INTELLIGENCE ...
IL FAUT SAUVER ANGELA DAVIS !
A SUIVRE

Imprimerie « d'HEBDO T.C. » - 76 Yvetot